

BV
4390
N2

Dumontail

Class

Book

University of Chicago Library

GIVEN BY

Besides the main topic this book also treats of

Subject No.

On page

Subject No.

On page

LIBERTÉ

DU

MARIAGE DES PRÊTRES;

MÉMOIRE

PRODUIT A LA COUR DE CASSATION

POUR M. DUMONTEIL FILS,

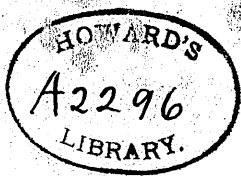
Louis Frébourg
PAR M. NACHET, AVOCAT A LA COUR DE CASSATION.

La force de la religion vient de ce qu'on la
croit; la force des lois humaines vient de ce
qu'on les craint.

Esprit des Lois, liv. XXIV, ch. II.

Rex cogit, sacerdos exhortatur... ille necessi-
tate, hic libera voluntate; ille habet arma sensi-
bilia, hic arma spiritualia, etc.

CHRYSS., *Homel.* IV, *verbis* Isaia, t. III, p. 758.



PARIS.

A LA LIBRAIRIE UNIVERSELLE,

RUE CASTIGLIONE, N. 8.

1835

BV439D
N2



MÉMOIRE

POUR

M. DUMONTEIL FILS.

Un citoyen demande à l'autorité civile d'assurer à l'union qu'il projette, l'honneur et les avantages de la légitimité. Ses parens s'y opposent. Ce citoyen a été prêtre catholique, et quoiqu'il ait dépouillé le sacerdoce, son père ne voit en lui que le ministre des autels qui déserte sa foi; il s'irrite de ce renoncement à des croyances qui lui sont chères, et dans l'emportement de sa ferveur, il demande à la contrainte ce qu'il n'a pu obtenir de la foi. C'est par la force qu'il veut arrêter une résolution que la persuasion n'a pu vaincre. Il appelle les tribunaux au secours de l'église; il veut qu'ils se constituent les défenseurs et les gardiens des saints canons; il veut qu'ils commandent à un citoyen de garder toujours ses premières croyances, ou du moins, d'agir toujours comme s'il les avait gardées.

Les premiers juges ont repoussé cette périlleuse mission. Après avoir hésité (1), la Cour royale de Paris l'a acceptée et l'a remplie par son arrêt du 14 janvier 1832.

Frappé dans ses droits d'homme et de citoyen, dans ses croyances et dans ses affections, par cette décision de la Cour de Paris, le sieur Dumonteil fils la dénonce à la Cour suprême.

Si de nos jours, le prince, évêque extérieur, est encore chargé de mettre à exécution les commandemens de l'église catholique; si la loi civile n'est que l'expression de la loi religieuse; si l'on ne se peut dire membre de la cité, sans être avant tout membre de l'église; si en un mot le glaive de la justice humaine est déposé aux mains des magistrats pour la défense du sanctuaire; alors il n'est pas besoin de rechercher, à grand'peine, un texte précis qui prohibe l'union du sieur Dumonteil; il suffira de

prouver que la discipline ecclésiastique s'y oppose, pour que la résistance de son père ait dû être accueillie.

Mais si assez de sang et de larmes ont été versés pour la conquête de la liberté religieuse; si aujourd'hui le prince n'est plus que l'homme de la cité, l'agent suprême de la volonté nationale; si l'église, ramenée malgré elle aux principes que la parole du Christ avait proclamés long-temps avant la parole des philosophes, n'a pour domaine que la conscience, et pour arme que la persuasion; si la loi civile, supérieure aux influences sacerdotales, ne se met au service d'aucune doctrine religieuse, et ne se détermine jamais que dans un intérêt social; si enfin l'état politique est tellement distinct de l'état religieux, que le citoyen jouisse de la plénitude de ses droits, quelles que puissent être ses croyances; alors, au contraire, ce ne sera pas assez, pour justifier l'arrêt de la Cour de Paris, d'établir que l'église catholique interdit le mariage à ses ministres, il faudra qu'on trouve une loi qui sanctionne cette défense, non pas en termes vagues ou susceptibles d'un autre sens, mais en termes explicites et formels qui ne permettent pas de douter de cette énorme dérogation.

Constatons donc les principes de notre nouvel ordre politique; rappelons qu'au régime de l'autorité a succédé le régime de la liberté; enfin déterminons l'état de notre législation civile sur la question du mariage des prêtres.

PRINCIPES GÉNÉRAUX.

Fondées sur des croyances, des pensées, des volontés communes, les églises sont des sociétés spirituelles; spirituelles dans tout ce qui les constitue, dans leur principe et dans leur fin, dans leurs sujets et dans leur action. N'ayant pour but que le salut de l'âme, c'est à l'âme seule que leur pouvoir s'adresse, c'est dans les bornes de la conscience que leurs commandemens se renferment.

Trop souvent nécessaire à la société civile, la contrainte est une arme inutile pour elles; qu'en feraient-elles? Chaque puissance a ses lois, la force matérielle n'a d'action que sur les

corps, elle ne peut produire que des faits, et là où les faits ne sont de rien, s'ils ne sont l'expression de la pensée, c'est la pensée elle-même qu'il faut attaquer et qu'il faut vaincre, et l'on n'y parvient que par les voies de l'entendement.

Or, ce n'est pas la bouche qui prie, c'est la conscience; la prière, dit un philosophe, est une voix trop divine pour n'avoir autre usage que d'exercer nos poumons et plaire à nos oreilles; ce n'est pas l'action de s'agenouiller dans un temple qui fait la piété, ni la distribution des aumônes qui fait la charité. Les vertus chrétiennes sont des dispositions de l'ame; elles existent indépendamment des faits qui nous les révèlent.

Les moyens de gouvernement pour les églises participent donc nécessairement de leur nature : ils sont spirituels. Leur arme, leur arme unique, c'est la parole. Elles peuvent exhorter, conseiller, admonester; et si leurs exhortations sont négligées, leurs conseils repoussés, leurs admonitions méprisées, elles ne peuvent que rejeter de leur communion les membres qui en méconnaissent l'autorité. Là finissent leurs droits. La foi, voilà leur principe; la conscience, voilà leur sujet; la persuasion, voilà leur moyen; le salut, voilà leur but.

Ces principes, que l'objet de la religion et la nature de l'intelligence humaine, rebelle aux efforts de la coaction, rendent communs à toutes les sociétés religieuses, sont comme la loi propre de l'église catholique. Ce ne sont pas seulement les théologiens auxquels l'église gallicane a voué le plus de reconnaissance et de respect, ce sont les pieux personnages qu'elle révere sous le nom de saints, ce sont les paroles mêmes de son fondateur qui les lui recommandent comme une des vérités les plus utiles au monde et les plus agréables à Dieu.

« Les puissances ecclésiastiques, dit Elie Dupin (1), n'ont d'autres voies pour se faire obéir que les enseignemens, les remontrances et même les commandemens, auxquels, si l'on n'obéit pas, *elles ne peuvent faire autre chose que de déclarer indignes de leur société et de la vie éternelle ceux qui ne veulent pas les écouter ni leur obéir.* »

Cette doctrine, parfaitement exposée dans un petit écrit pos-

(1) Traité de la Puissance ecclésiastique.

thume du père Delaborde, se recommande de l'autorité de saint Augustin (1), de saint Jérôme (2), de saint Hilaire (3), de saint Athanase (4), de saint Chrysostôme (5), d'Origène (6), et de Lactance (7), qui l'ont eux-mêmes puisée dans les écrits de saint Mathieu (8), de saint Marc (9), de saint Luc (10) et de saint Jean (11).

Ainsi l'église catholique est obligée de pratiquer comme un

(1) *August. tract. 15, in Joannem...* Venite ad regnum quod non est de hoc mundo; venite credendo et nolite sœvire metuendo.

(2) *Jerom. in epitaph. nepor. ep. 1.* Hic (rex) nolentibus præest, ille (sacerdos) volentibus; hic terrore subjicit, ille servituti donatur; hic corpora custodit ad mortem, ille animas servat ad vitam.

(3) *Hilar. lib. 2 ad Constantium.* Deus cognitionem sui docuit potius quam exegit, et operationum coelestium admiratione præceptis suis concilians auctoritatem, coactam confitendi se est aspernatus voluntatem. Si ad fidem veram istius modi vis adhiberetur, episcopalis doctrina obviam pergeret, diceretque: *Deus universitatis obsequio non indiget necessario, non requirit coactam confessionem; nostra potius causa, non sua venerandus est. Non possum nisi volentem recipere, nisi orantem audire, nisi proflentem signare.*

(4) *Athanas. in apologia 2.* Piæ religionis est proprium, ut dixi, non cogere, sed suadere; siquidem Dominus non cogens, sed libertatem concedens, dicebat omnibus: *Si quis vult venire post me;* apostolis verò omnibus: *Nunquid et vos vultis abire?*

(5) *Chrysostom. homel. 4 verbis Isaïæ.* Regi corpora commissa sunt, sacerdoti animæ; rex maculas corporum remittit, sacerdos autem maculas peccatorum; ille cogit, hic exhortatur; ille necessitate, hic libera voluntate; ille habet arma sensibilia, hic arma spiritualia.

Neque enim nobis facultas nostra a legibus data ad delinquentes coercendos, ac né si dedissent quidem haberemus ubi vim ejusmodi potentiamque exercere possemus, cum Christus eos æternâ coronâ donet, non qui coacti, sed certo animæ proposito, a peccato abstinent. *Id. lib. 2 de sacerdotio.*

(6) *Origenes in Matth. 12.* Sicut enim omnia carnalia in necessitate sunt posita, non in voluntate, spiritualia autem in voluntate, non in necessitate; sic et principum spiritualium principatus in dilectione subjectorum debet esse positus, non in timore corporali.

(7) *Lactantius, lib. 5, divinar. institut.* Non est opus vi et injuriâ quia religio cogi non potest.

(8) *Matth. c. 8, v. 19.* Euntes ergo docete omnes gentes, baptisantes eos in nomine patris et filii et spiritus sancti.

(9) *Marc. cap. 10, v. 42.* Reges gentium dominantur eorum, et qui potestatem habent super eos benefici vocantur. Vos autem non sic.

(10) *Luc. cap. 22, v. 25 et 26.*

(11) *Joan. cap. 6, v. 58.* Sicut misit me vivens pater, et ego mitto vos. *Id.* Si ecclesiam non audierit, sit tibi tanquam ethnicus et publicanus.

Id. 18, v. 35. Regnum meum non est de hoc mundo: si ex hoc mundo esset meum regnum, ministri mei utique decertarent ut non traderer Judæis; nunc autem regnum meum non est hinc.

dogme, ce qui pour les autres n'est qu'une vérité philosophique. Jamais elle n'invoque la contrainte à son aide sans manquer à sa propre loi.

Lorsqu'un de ses sujets, prêtre ou laïc, contrevient à ses commandemens, secoue la règle, c'est à la charité de lui signaler l'écueil contre lequel il court se briser; et s'il persiste dans son erreur, s'il repousse la lumière, il ne reste plus à l'église, après l'avoir rejeté de son sein, qu'à gémir sur son aveuglement. *Sit tanquam ethnicus et publicanus*, dit saint Jean.

De son côté, l'autorité civile ne peut jamais lui prêter la force qui lui est confiée pour la conservation de la paix publique et le maintien des droits des particuliers et de l'état, sans excéder aussitôt sa mission. Borné aux intérêts temporels, son pouvoir ne saisit pas l'homme tout entier; il s'arrête où finissent les besoins de l'ordre social, où commence l'exercice des facultés dont l'homme ne peut confier le gouvernement à personne, et qui ne tombent jamais dans le domaine de la loi, parce qu'elles ne sont pas susceptibles d'une direction humaine, ou parce que leur direction, quelle qu'elle soit, n'importe pas à la société.

La conscience est donc, dans tous les cas, maîtresse d'elle-même; car si elle se reconnaît sujette de l'église, c'est à la condition que celle-ci saura lui faire accepter ses commandemens et triompher de ses scrupules ou de ses résistances par les voies de l'entendement; tandis que le pouvoir civil, qui s'exerce avec contrainte et qui triomphe des volontés par la force, est sans droit sur elle, puisqu'elle n'entre jamais dans la sphère où son action s'exerce.

Cette limite du pouvoir civil, ce n'est pas la raison seule qui la trace; depuis la révolution de 1789, qui ambitionna de fonder notre droit public sur les principes de la philosophie, la législation en a fait une règle positive de notre organisation sociale.

Nul aujourd'hui, quel que soit son rang dans la cité, magistrat, prince ou pontife, ne peut commander avec contrainte aucun acte de religion, ni interdire aucun acte civil dans une vue religieuse. Du jour où l'assemblée nationale a décidé qu'elle n'avait et ne pouvait avoir aucun pouvoir à exercer sur les consciences

et les opinions religieuses (décret du 13 avril 1790), le domaine de la loi a été fixé; il ne lui a plus été permis de sortir du cercle des intérêts temporels. Le principe de la séparation de l'église et de l'état est entré dans la législation, et cette conquête de la raison sur le fanatisme des croyans et le despotisme des incrédules a bien pu nous être contestée depuis, mais non pas nous être ravie. Nous la possédons encore au nombre de nos garanties les plus chères; et l'engagement de la préserver dans l'avenir des atteintes qu'elle avait souffertes dans le passé n'est pas la moindre promesse de la révolution de juillet.

La première conséquence de ce principe, c'est que la loi désormais sécularisée ne prescrit ou n'interdit à ses sujets que des actes pris des relations de l'homme à l'homme, et non pas de l'homme à Dieu. Avant de commander elle ne s'enquiert plus si ses prescriptions sont contraires ou conformes aux préceptes de telle ou telle église; elle ne consulte que l'intérêt social. Quel que puisse être le rapport de l'homme à Dieu, le rapport du citoyen à la cité n'en est point altéré: que sa foi soit tiède ou fervente, que sa croyance soit sainte ou ridicule, qu'il soit fidèle ou parjure à son symbole, il n'importe; ses droits ne changent point. L'homme religieux peut se modifier à l'infini sans que la condition du citoyen en soit atteinte.

Cette séparation opérée, le gouvernement de l'état religieux n'appartient qu'à l'église. Elle seule peut dire quelle est la loi religieuse; elle seule peut prescrire l'exécution des obligations qui en dérivent, ou en dispenser; mais elle ne le peut qu'à l'aide des moyens qui lui sont propres et dans la limite des canons qui font sa règle.

Quant au magistrat, homme de la loi, son action ne dépasse pas le citoyen; dépositaire de l'autorité civile pour l'accomplissement des devoirs civils, il ne peut jamais commander l'exécution d'un devoir religieux. Outre qu'une pareille exécution, manquant de liberté, manquerait nécessairement de moralité, ne serait plus que la parade d'une action religieuse, l'ordre qui la prescrirait constituerait l'excès de pouvoir le plus flagrant, la violation la plus manifeste de la liberté des cultes; car cette liberté consiste précisément dans le droit, pour chacun, non-

seulement de choisir les obligations religieuses auxquelles il entend se soumettre, mais encore d'en mesurer et d'en fixer le nombre et la portée, de s'y soustraire pour en accepter d'autres, et même de demeurer au milieu de toutes sans en accepter aucune.

Qu'est-ce donc que l'obligation de ne se marier jamais dont l'arrêt attaqué a commandé l'exécution au sieur Dumonteil? Est-ce l'église? est-ce l'état qui la lui a imposée? En un mot, est-ce une obligation religieuse? est-ce une obligation civile?

De quelque façon qu'on la considère, dans son principe, dans sa forme, dans sa fin, cette obligation ne présente qu'un lien spirituel. Qui l'a créée? l'église (1). Qui la reçoit? le pontife. Qui la contracte? le croyant. C'est la foi, la foi seule qui l'accepte des mains de la religion qui l'impose. Si jamais l'autorité l'a prescrite, ce ne fut que par reflet de la loi religieuse, et pour lui fournir le secours de son pouvoir de coaction, aux jours où elle s'intitulait la gardienne de la foi des peuples.

Est-ce au prétoire, devant le magistrat civil, entre les mains du délégué du prince, que le jeune lévite s'engage à garder le célibat? Sa promesse est-elle inscrite aux registres auxquels la loi concède le privilège de faire foi de ce qu'ils contiennent? Non; c'est dans le sanctuaire, en présence des fidèles assemblés, devant l'image du Dieu qu'il révère, que le pontife lui rappelle les obligations que l'église lui impose. C'est au nom de Dieu, c'est comme ministre de ses autels, et non comme membre de la cité, que l'évêque lui recommande la chasteté. *Casti, SICUT DECET MINISTROS CHRISTI, estote*, dit-il à ceux

(1) « Quoiqu'il n'appartienne qu'aux rois d'établir l'empêchement civil, dirimant le mariage, qui résulte aujourd'hui de la réception des ordres sacrés, il faut convenir que c'est l'église qui a déclaré inhabiles au mariage ceux qui sont engagés dans les ordres sacrés. » Examen de deux questions importantes sur le mariage, par Gibert, 1750, in-4°, p. 210.

« Quiconque sert à l'autel (dit Omer Talon dans l'affaire Tridon), en qualité d'ordonné, de sanctifié, est incapable de mariage, par une résistance personnelle, par une incapacité canonique, par une obligation solennelle qui procède du vœu taissable de continence auquel il s'est obligé et duquel il ne peut se dédire... L'opinion contraire à cette maxime est hérésie dans un royaume très chrétien, et l'action contraire est un crime capital selon nos mœurs.

qu'il va ordonner prêtres. Ce n'est pas dans l'intérêt de la société civile qu'il leur adresse ce *conseil* ; son langage est indépendant de la forme du gouvernement et des institutions politiques ; il est le même à Dublin qu'à Paris ou à Rome ; il serait le même quand l'église, persécutée dans la cité, serait contrainte à désertier ses temples et à cacher ses autels.

Et l'ordinaud, que promet-il aux hommes ? Rien ; il ne s'engage point envers eux ; il les rend seulement dépositaires ou témoins de l'engagement qu'il prend envers son dieu. C'est à lui seul qu'il sacrifie les plus douces et les plus durables émotions de l'ame : celles de la famille. C'est pour une éternité, que la foi lui montre sûre, qu'il se résigne à n'accueillir jamais d'autre passion que la charité.

Qu'on trouve un véritable prêtre qui ose dire que c'est une transaction terrestre, un marché avec le monde qu'il a faits, le jour où il est entré dans le sanctuaire pour revêtir la robe sacerdotale ! Peut-être alors faudra-t-il croire que le lien qui attache le ministre à l'autel a été formé par les magistrats dans l'intérêt de la société. Mais jusque-là personne ne pourra voir qu'une obligation religieuse dans le devoir du célibat comme dans les autres devoirs du prêtre ; obligation dont l'oubli peut provoquer les foudres de l'église, jamais les arrêts des tribunaux.

La Cour de Paris a méconnu ces principes. Elle va puiser des raisons de décider dans les règles destinées à l'église ; elle ne se dissimule pas que c'est un devoir de religion dont elle commande l'exécution ; si elle interdit le mariage à Dumonteil, c'est qu'il lui paraît que les canons de l'église l'en déclarent incapable ; c'est en conséquence des actes antérieurs de sa vie religieuse qu'elle règle l'avenir de sa vie civile ; c'est-à-dire que la condition du croyant modifie la condition du citoyen, c'est-à-dire que la barrière qui sépare le spirituel du temporel est rompue, que l'église a fait invasion dans l'état, que la charte est violée.

Mais cette cour n'est arrivée à la violation des principes de notre droit public qu'après avoir violé les dispositions des lois civiles qui garantissent la liberté du prêtre.

LEGISLATION SPECIALE. — § 1^{er}.

La législation créée par la révolution de 1789 a effacé dans l'ordre civil l'empêchement que l'usage de l'église faisait résulter du sacrement de l'ordre.

Ce n'est pas seulement sur le principe général de la liberté religieuse que s'appuie le droit du sieur Dumonteil fils ; il repose encore sur les lois spéciales qui interdisent aux tribunaux de prêter l'aide de leur autorité à l'exécution des devoirs de religion.

L'assemblée constituante avait déjà renversé les barrières qui repoussaient les non catholiques des emplois publics (1) ; elle venait, par une autre application du principe de la liberté de conscience, d'appeler une partie des juifs à jouir des droits de citoyens actifs (2), lorsque par le décret du 13-19 février 1790 elle déclara que : « La loi constitutionnelle du royaume ne reconnaît plus de vœux monastiques solennels des personnes de l'un et de l'autre sexe. »

Quoique l'épithète *monastique* semble restreindre l'application de ce texte aux religieux réguliers, il est évident, pour quiconque a étudié les débats de cette loi, qu'elle n'a pas été ainsi réduite par opposition aux vœux tacites qui, devant l'église, enchaînent la liberté du prêtre, et pour les reconnaître. Loin de là, la pensée primitive de cette loi embrasse dans sa proscription tous les vœux solennels, tous ceux qui liaient autrefois dans l'ordre civil.

Le rédacteur du projet, l'abbé de Montesquiou, avait d'abord proposé de ne plus reconnaître *aucun vœu solennel de l'un et de l'autre sexe* ; et ce ne fut que par exactitude grammaticale et sur l'observation de Mirabeau, qui certes n'était pas le champion du prétendu pouvoir coactif de l'église, que la rédaction actuelle fut adoptée.

On peut consulter le tableau que le *Moniteur* du 15 février 1790 nous retrace de la séance où cette loi fut discutée.

(1) 24 décembre 1789. — (2) 28 janvier 1790.

Quelle que soit, au surplus, la valeur directe de ce décret, nous ne l'invoquons ici que pour indiquer la carrière dans laquelle l'assemblée nationale était entrée; carrière qui ne lui permettait d'admettre, dans l'ordre civil, aucuns des liens religieux que la législation ou la jurisprudence antérieures y avaient fait passer. Aussi la constitution du 3 septembre 1791, généralisant l'expression de cette déclaration, l'étend-elle à tous les engagements qui s'opposent à l'exercice d'un droit naturel. « La loi, dit-elle, ne reconnaît plus ni vœux religieux, ni aucun autre engagement qui serait contraire aux droits naturels ou à la constitution. »

On ne saurait nier que l'obligation religieuse de garder un célibat perpétuel soit entachée de ce double vice. N'est-ce pas un droit naturel pour l'homme que celui de se choisir une compagne qui, dépositaire de ses peines et de ses plaisirs, diminue pour lui les unes et augmente les autres en les partageant? N'est-ce pas un droit naturel que celui de prolonger son existence en l'étendant; de se créer une famille et de multiplier autour de soi ces affections vives et sincères qui seules peuvent rendre la vie légère? Le mariage n'est point une institution civile; il a, comme dit Portalis, son principe dans la nature, qui a daigné nous associer, en ce point, au grand œuvre de la création : il est inspiré et souvent commandé par la nature.

En exiger le sacrifice, c'est donc créer un engagement contraire au droit naturel, et rentrer sous l'application du texte que nous examinons.

Fonder un pareil engagement sur la croyance, c'est, en outre, lui donner une base que la constitution interdit aux magistrats d'apprécier; car la constitution proclame la liberté religieuse, et cette liberté ne permet pas que la croyance puisse être le fondement d'un droit ou d'un devoir dans la cité.

C'est au premier de ces titres que la jurisprudence des auteurs et des arrêts considère, comme non écrite dans les actes de libéralité, la condition de ne point se marier imposée au donataire.

Mais comme s'il craignait qu'on se méprît sur la portée du principe de la séparation de l'ordre civil et de l'ordre religieux,

le législateur en renouvelle à chaque pas l'application. Après s'être expliqué sur les obligations religieuses auxquelles il refuse son appui et qu'il renferme dans le for intérieur, il rend à la cité les actes de la vie civile, qu'il retire du temple où la foi les avait entraînés. Ainsi il transporte le dépôt de l'état civil des mains du clergé en celles d'officiers publics, dont le caractère, purement civil, n'admet et ne repousse aucun culte. Ainsi il ne se borne point à n'accorder aucune force au vœu de célibat; il ne veut voir dans le mariage qu'un contrat civil, soumis aux seules conditions qu'il détermine, et sur lequel la loi religieuse ne saurait avoir d'empire que dans le temple. Ainsi encore, lorsque plus tard, dans la loi du 20 septembre 1792, il règle (tit. IV) *les qualités et les conditions requises pour contracter mariage*, il se garde bien de comprendre au nombre des empêchemens aucuns de ceux que l'église avait créés, et notamment le vœu tacite de l'ordre et les vœux exprès de religion. Et son silence sur ce point n'est pas oublié, mais réflexion; car on se rappelle encore et le rapport de Durand de Maillane et la violence des attaques dont il fut l'objet. Aussi, dès avant les orgies de l'incrédulité et les persécutions de la terreur, vit-on beaucoup de prêtres se marier.

Que les obstacles, qui naguère s'opposaient à ces mariages, procédassent des canons de l'église approuvés par l'état, ou de la loi civile, ou d'une jurisprudence plus ou moins uniforme des parlemens, ou simplement du dépôt aux mains du clergé des registres de l'état civil, il est donc certain qu'ils avaient disparu à cette époque. La législation nouvelle abrogeait radicalement les principes sur lesquels reposait l'ancienne jurisprudence; les ministres du culte pouvaient former des unions légitimes. Cette doctrine, professée par M. Merlin (*v^o célibat*), consacrée par la Cour suprême (arrêt Spiess rendu au rapport de M. le conseiller Ruperou, le 12 prairial an 11; arrêt rendu le 3 floréal an 12, au rapport de M. le conseiller Vergès), n'est point au surplus contestée par l'arrêt attaqué. Il reconnaît que les prêtres eurent le droit de contracter mariage jusqu'au concordat de 1801; mais il décide que la loi organique de cette restauration religieuse le leur enleva *virtuellement*.

Examinons donc la valeur de cette loi et des argumens qu'on y rattache.

§ II.

Le concordat et la loi organique n'ont pas restreint la capacité civile et politique du prêtre.

Pour saisir le véritable esprit de ces actes et le but qu'ils voulaient atteindre, il importe de se rappeler les circonstances au milieu desquelles ils sont nés.

Avant la révolution de 1789 l'église était un des pouvoirs de l'état, ses ministres formaient un ordre à part, ses institutions se mélangeaient avec les institutions politiques, la loi civile lui empruntait ses dispositions, et le prince s'intitulait le protecteur et le gardien de sa discipline et de sa foi. Comme magistrat il avait le droit de surveiller les actes extérieurs de son culte, comme protecteur reponsable (1) il avait le devoir de veiller à l'exécution de ses commandemens. Nul ne pouvait remplir aucune charge de judicature dans les cours, bailliages, sénéchaussées, prévôtés et justices du royaume, ni celles de maire, d'échevins ou autres officiers municipaux; nul ne pouvait être greffier, notaire, procureur, huissier, sergent de quelque juridiction que ce pût être, ni être reçu dans aucun office, ni exercer aucune profession dite libérale, telles que celles d'avocat, de médecin, de chirurgien, etc., etc., s'il n'était catholique (2). Le catholicisme était dominant et exclusif, il était la religion légale.

A ce régime de domination l'assemblée constituante avait fait succéder un régime de liberté. Le catholicisme avait cessé d'être exclusif; il était toujours le vieux culte national, mais il n'était plus la religion de l'état. Le grand principe de la séparation du spirituel et du temporel avait été proclamé, et avec lui l'indépendance absolue des consciences. Tous les cultes

(1) V. 5^e concile de Paris. Levayer de Boutigny, *Traité de l'autorité des rois*, etc.

(2) V. déclaration du 13 décembre 1696, art. 13 et 14; déclaration du 14 mai 1724, art. 12, 13 et 14; déclaration du 20 février 1680, et arrêt du conseil du 15 septembre 1685.

étaient admis à jouir de la protection de la loi, protection qui, en assurant leur liberté et non pas leur empire, laissait à tous leurs actes le caractère de spontanéité qu'ils doivent avoir. En présence de ces principes, qui produisirent la loi du 13 février 1790, la constitution de 1791 et la loi du 20 septembre 1792, la conscience de chacun demeura le seul juge compétent de ses engagemens religieux.

Mais il est impossible aux hommes de rester dans le vrai. Après avoir affranchi la conscience des liens où le clergé catholique voulait la retenir, on ne sut pas faire à celui-ci l'application des principes qu'on avait proclamés. On le traita en ennemi, et avec lui la religion elle-même. « La violence dont on usa contre le catholicisme, dit Portalis, fut d'autant plus vive qu'on se crut autorisé à le poursuivre moins comme une religion que comme une tyrannie. » Tout ce que l'irritation d'une position violente, tout ce que le sentiment de la défense personnelle peut enfanter de haine et de persécution, fut produit alors. Le catholicisme, après avoir cessé d'être dominant, cessa d'être libre; il sentit, à son tour, le poids de la verge dont il avait frappé les dissidens; il fut opprimé.

La persécution durait encore quand la révolution du 18 brumaire s'accomplit au nom de l'ordre contre l'anarchie. La politique qu'elle enfanta dut ambitionner les apparences au moins de la modération, et tendre à l'unité et à la force par la fusion, comme les pouvoirs précédens y avaient marché par la violence et l'exclusion. C'est en centralisant, en réunissant, en ramenant tout à lui que le gouvernement d'alors voulut rendre à la France la paix intérieure dont elle était depuis si longtemps privée.

Le concordat fut un de ses moyens. Le but de cet acte, tout politique et nullement religieux, fut d'enlever le clergé à l'opposition royaliste, de rattacher les hommes catholiques au pouvoir nouveau, et d'étouffer un schisme qui pouvait engendrer des troubles; comme le but des articles organiques fut d'armer le pouvoir contre le clergé, de le garantir contre les empiétemens de l'église et de faire du sacerdoce un instrument à gouverner. Pour apprécier la pensée de cet acte, il suffit de

se rappeler que des trois hommes chargés de sa négociation un seul était théologien (1), et que ce théologien, l'abbé Bernier, était *l'aumônier général de la Vendée*.

Napoléon ne pouvait songer à restituer à l'église son ancienne puissance extérieure, à la refaire dominante; c'eût été contrarier sa politique générale et soulever contre lui des oppositions dont il n'aurait pas su triompher. Il voulut seulement faire cesser la persécution dirigée contre elle, la reconstituer pour étouffer les divisions qui la déchiraient, et lui rendre, en apparence, la liberté qu'il avait promis de garantir à tous. « Voudrions-nous, disait Portalis, flétrir la philosophie même dont nous nous honorons à si juste titre, et donner à croire que l'intolérance philosophique a remplacé ce qu'on appelait l'intolérance sacerdotale? Le gouvernement a donc senti que tout système de persécution devenait impossible. »

Mais la politique qui projetait déjà d'asservir la pensée, d'enchaîner la presse, d'accaparer toutes les indépendances à son profit, ne pouvait pas laisser la religion libre de sa parole et de ses gestes; il fallait l'enchaîner aussi, et on l'enchaîna. « L'état, avait-on dit, n'a qu'une autorité précaire quand il a dans son territoire des hommes qui exercent une grande influence sur les consciences, sans que ces hommes lui appartiennent sous quelque rapport. » Il fallait que, tout en proclamant la liberté des cultes, le gouvernement restât le maître du sanctuaire et de ses ministres. C'est ce qui arriva pour le catholicisme aussi bien que pour les autres cultes.

On se méprend donc étrangement sur le caractère du concordat, lorsqu'on y veut voir le fondement de la suprématie de l'église catholique et le renversement des principes de liberté religieuse *individuelle* que l'assemblée constituante avait proclamés.

Qu'on lise cette convention qui, selon les paroles de Siméon au tribunal, « présente un culte public qui occupera ou attachera les individus sans les asservir, qui réunira ceux qui aimeront à le suivre, sans contraindre ceux qui n'en von-

(1) Les deux autres étaient Joseph, frère de Napoléon, et M. Crétet, conseiller d'état.

dront pas, » et l'on demeurera convaincu qu'elle n'entendit rendre aucun acte du culte civilement obligatoire. « C'est un beau triomphe pour la tolérance dont Rome fut si souvent accusée de manquer, disait encore Siméon, que de la voir signer un concordat *qui ne lui donne plus les prérogatives d'une religion dominante et exclusive*, de la voir consentir à l'égalité avec les autres religions. »

Serait-ce dans la reconnaissance du catholicisme pour la religion de la grande majorité des Français qu'on trouverait l'abrogation *virtuelle* de la législation antérieure? En présence des paroles de l'orateur du concordat cette interprétation n'est pas permise. « Je ne dois pas omettre, dit-il, dans son exposé « des motifs, la disposition par laquelle on déclare que *cette* « religion est celle des trois consuls et de la très grande majorité de la nation. Mais je dirai en même temps qu'en cela « on s'est réduit à énoncer deux faits incontestables, sans « entendre, par cette énonciation, attribuer au catholicisme « aucun des caractères politiques qui seraient inconciliables « avec notre système de législation. Le catholicisme est en « France la religion des membres du gouvernement, et non « celle du gouvernement même. Il est la religion de la majorité du peuple français, et non celle de l'état. Ce sont « là des choses qu'il n'est pas permis de confondre, et qui « n'ont jamais été confondues. » Et cette pensée, qu'il avait déjà plusieurs fois exprimée dans le cours de son exposé des motifs, l'orateur la place à dessein à la fin de son discours comme celle qu'il tient le plus à laisser dans les esprits.

Serait-ce enfin dans la déclaration que son culte est public? Mais Lucien Bonaparte, dans son rapport au tribunal, fixe ainsi la portée de cette disposition : « Ce projet rétablit l'église « catholique; mais en déclarant cette religion publique, il « organise celle des autres sectes d'une manière PARALLÈLE, « parce qu'en fait de conscience la majorité même n'impose « pas la loi. »

Cette convention, que Napoléon se reprocha plus tard, et avec raison, comme une faute, ne renferme aucun article qui modifie la condition civile ou politique des ministres du culte;

aucun article, selon l'expression de l'orateur du concordat, qui soit *inconciliable avec notre système de législation*. Elle se borne à rétablir les rapports spirituels qui liaient le clergé de France au Souverain Pontife, sans plus entendre donner force de loi civile à la discipline ecclésiastique, que la modifier elle-même dans le sens de la législation. Aussi, répondant aux reproches qui s'élevaient contre le célibat des prêtres, que les négociateurs du concordat n'avaient pas détruit, *dans l'ordre religieux, au regard de l'église*, comme il l'était déjà dans l'ordre civil, Portalis s'exprimait-il ainsi :

« Pour les ministres que nous conservons, et à qui le célibat est ordonné par les réglemens ecclésiastiques, la défense qui leur est faite du mariage par ces réglemens *n'est point consacrée comme empêchement dirimant dans l'ordre civil...* Conséquemment, sans affaiblir le nerf de la discipline de l'église, on conserve aux individus *toute la liberté* et tous les avantages garantis par les lois de l'état. Mais il eût été injuste d'aller plus loin, et d'exiger pour les ecclésiastiques de France, comme tels, une exception qui les eût *déconsidérés auprès de tous les peuples catholiques, et auprès des Français mêmes auxquels ils administraient les secours de la religion!* »

On chercherait vainement à équivoquer sur les mots *empêchement dirimant*, et à les représenter comme l'expression implicite d'un empêchement prohibitif; les paroles du même orateur, appliquant, dans son exposé des motifs du titre du mariage, cette épithète à l'empêchement qui derivait de la disparité de religion, témoignent assez du sens qu'il y attachait. Comment d'ailleurs supposer que le législateur ait accepté ainsi, à moitié, la défense de l'Eglise; qu'il ait transformé un empêchement absolu en un empêchement prohibitif, sans faire connaître les raisons de cette modification si importante et de la loi civile et des réglemens ecclésiastiques, auxquels il ne se croyait pas permis de toucher? On ne fait pas de pareilles innovations sans s'expliquer. Comment surtout concilier cette prohibition avec le droit de jouir *« de toute la liberté et de tous les avantages garantis par les lois de l'état, »*

lorsqu'on reconnaît que les lois de l'état autorisaient le mariage des prêtres?

Le concordat, qu'on le retienne bien, n'était pas une œuvre de foi, et ses auteurs comprenaient parfaitement qu'ils n'étaient pas plus fondés à ramener, par la contrainte, le clergé constitutionnel au clergé dissident, rentré ou resté, que celui-ci au clergé constitutionnel. « La liberté religieuse, disait Portalis, est le bienfait de la loi; mais la nature, l'enseignement, la discipline de chaque culte, sont des faits qui ne s'établissent pas par la loi, et qui ont leur sanctuaire dans la conscience. » N'est-ce pas comme s'il eût dit : La loi peut bien permettre au prêtre de se marier, mais elle ne peut ni le lui interdire ni l'y contraindre; c'est là un acte de discipline, un acte de foi qui échappe au législateur pour se réfugier dans la conscience?

On ne se dissimule pas le peu de secours que cette convention prête à la doctrine du célibat forcé des prêtres; aussi est-ce principalement dans les art. 6 et 26 de la loi organique qu'on fonde la prétendue abrogation de la législation antérieure.

Je l'ai déjà dit, ces articles organiques qui soulevèrent contre Napoléon de si vives et de si longues réclamations, tant de la part du pape que de la part du clergé, n'eurent d'autre but que de garantir l'état contre les entreprises de l'église, et de faire servir le sacerdoce à la politique de l'empire. « Toutes les précautions y ont été prises, disait Siméon au tribunal, et pour le dedans et pour le dehors. » J'ajouterai que ces articles, réglemens intérieurs, destinés à régir le prêtre à l'autel dans ses rapports spirituels avec les fidèles et les sectateurs des autres cultes, avec ses supérieurs ecclésiastiques, avec l'état, n'ont point été faits pour régler ou modifier son état civil, qui était régi par la loi générale. Ils ne dépassent pas le ministre du culte; ils laissent le citoyen tel que l'avait fait la législation antérieure. Si le doute pouvait naître à la lecture de ces articles, il disparaîtrait à celle de l'exposé des motifs de Portalis, discours distinct de celui sur le concordat, et dont les premiers mots sont une confirmation nouvelle de la liberté religieuse.

Cette loi de police et d'organisation du temple place tout à

tour le ministre des autels en présence des droits de l'état, à l'égard du St.-Siège et de l'église; en présence de ses devoirs de prêtre comme supérieur ou comme inférieur ecclésiastique; en présence enfin des droits des fidèles et des sectateurs des autres cultes: jamais en présence de lui-même, de sa capacité civile, de ses droits de famille et de cité.

De ces observations sur le caractère général de la loi organique, si l'on descend à l'examen des articles cités par la Cour de Paris, on comprendra difficilement comment ils pourraient justifier sa décision.

L'art. 26 porte : « Ils ne pourront (les évêques) ordonner
« aucun ecclésiastique, s'il ne justifie d'une propriété produisant
« au moins un revenu annuel de 300 fr., s'il n'a atteint l'âge
« de 25 ans, et s'il ne réunit les qualités requises par les ca-
« nons reçus en France. »

Fut-il jamais disposition plus claire? La loi, dit-on, reconnaît ici l'empire des canons de l'église!... Oni, sans doute, la loi reconnaît l'empire des canons, mais de ceux qui règlent les qualités exigées par l'église de la part des ordinands; mais dans le temple et non ailleurs. Cet article est pour le culte catholique ce que sont pour les cultes protestans les articles 12 et 13 de leur loi organique, une règle de discipline intérieure, et rien de plus. En relevant le catholicisme, il fallait bien lui rendre sa loi, lui permettre de s'y conformer, et souffrir qu'il exigeât de ceux qui aspiraient au sacerdoce l'accomplissement des conditions sans lesquelles ils auraient été sans caractère et sans influence auprès des peuples.

En agissant autrement on serait retombé dans les embarras dont on voulait sortir, et que l'assemblée constituante avait créés par sa constitution civile du clergé. On aurait continué à avoir des prêtres constitutionnels, des prêtres selon la loi; on n'aurait pas eu de prêtres selon l'église. On aurait ajouté un clergé de plus aux trois autres: le constitutionnel, le resté et le rentré, dont les divisions étaient déjà si vives et si profondes; on aurait compliqué les difficultés qu'on voulait vaincre, au lieu d'en préparer la solution.

Cet article 26 est la conséquence nécessaire du système de

conciliation qu'on avait adopté; il admet le catholicisme à vivre publiquement avec sa foi, ses rites et sa discipline; mais il ne l'admet pas à dominer comme autrefois, il ne lui rend pas le droit d'appeler le bras de chair à son aide. Ainsi le législateur n'intervient pas pour ordonner à l'église de mettre la loi du temple en harmonie avec la loi de la cité, pour lui défendre d'exiger de ses ministres qu'ils se consacrent au service perpétuel des autels, qu'ils gardent le célibat et s'abstiennent de toute profession industrielle ou libérale. Mais de ce qu'il tolère, ou veut même, qu'elle se conforme à sa loi dans ses rapports, soit avec l'état, soit avec les fidèles; de ce qu'il lui rend son ancienne vie religieuse, faut-il conclure qu'il lui rend aussi son ancienne existence politique? Non, sans doute.

A supposer d'ailleurs que cette adhésion du pouvoir civil constituât de sa part l'engagement de fournir l'appui de sa force à ces canons, en quoi cet engagement nuirait-il au droit que réclame aujourd'hui Dumontell? Il ne demande pas à entrer dans le sanctuaire malgré la loi du sanctuaire; il demande, au contraire, à en sortir. Ce n'est pas le droit spécial, le privilège sacré du prêtre qu'il sollicite; c'est son droit d'homme et de citoyen qu'il revendique. Que le premier dépende de la loi canonique, soit; mais le second, fondé sur la nature, ne dépend que de la loi civile, qui seule en règle l'exercice, et ne peut elle-même le modifier que dans les limites de son action.

C'est en vérité trop insister sur un article évidemment sans portée dans la cause; il est temps d'arriver à celui sur lequel on semble avoir le plus compté; c'est l'article 6; il est ainsi conçu :

« Il y aura recours au conseil d'état dans tous les cas d'abus de la part des supérieurs et autres personnes ecclésiastiques. »

« Les cas d'abus sont : l'usurpation ou l'excès de pouvoir, la contravention aux lois et réglemens de la république, l'infraction des règles consacrées par les canons reçus en France, l'attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'église gallicane, et toute entreprise ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, et dégénérer contre eux en oppression, ou en injures, ou en scandale public. »

On est surpris d'avoir à expliquer une pareille disposition ; on est plus surpris encore de la voir invoquer comme le fondement du pouvoir coactif de l'église, elle qui n'est au contraire qu'une barrière élevée contre les prétentions long-temps menaçantes du clergé.

Dès l'instant que, dans une fausse vue politique, on franchissait la limite qui sépare l'église de la cité pour faire entrer le pouvoir civil dans le temple, on ne pouvait pas lui assigner le second rang. Il fallait qu'il restât, là comme ailleurs, le protecteur suprême de tous les intérêts, le gardien de tous les droits. C'est à ce titre qu'il a maintenu les appels comme d'abus, que la sagesse de nos pères avait créés pour réprimer les entreprises d'un sacerdoce qui alors était un des pouvoirs de l'état (1), appelant ainsi à son tribunal la connaissance des débats qui pouvaient s'élever dans le sanctuaire, soit entre le prêtre et les fidèles, soit entre les supérieurs et les inférieurs.

Si le prêtre exhorte et prie, il administre, il juge aussi dans l'ordre spirituel. Or, ses pouvoirs et sa compétence sont définis et fixés par les canons, dont l'ensemble constitue le code de l'église. Il faut qu'il s'y conforme ; s'il les enfreint dans ses rapports, soit avec les fidèles, soit avec ses inférieurs ecclésiastiques, soit avec l'état, il commet un abus. Mais, qu'on le remarque bien, pour qu'il y ait abus, il faut *essentielllement* qu'il y ait violation d'un droit public ou privé, temporel ou spirituel.

Le prêtre qui manque à la règle dans les actes de sa vie intérieure, s'expose aux censures et aux châtimens spirituels de ses supérieurs ecclésiastiques, mais non pas à l'appel comme d'abus. Car s'il y a là mauvaise conduite, il n'y a pas mauvais usage du pouvoir qui lui est confié ; et l'abus n'est, en définitive, *qu'un excès de pouvoir* ; c'est là son caractère propre (2).

(1) Voyez les art. 75, 76, 77, 78 et 79 du commentaire de Pithou sur les libertés de l'église gallicane, t. 1^{er}, p. 108 et suiv. du *Recueil des libertés de l'église gallicane*.

(2) L'abus n'étant qu'un mauvais usage, comme dit Probus dans ses notes sur la pragmatique, tit. *de collat. in verb. abusibus*: *Illicitus usus abusio est*. Je diviserais, dit Fevret, l'abus en deux points principaux : 1^o Celui qui a son principe dans le défaut de puissance, *nullus major defectus, quam de-*

Ce qui le constitue, c'est l'infraction des canons qui consacrent des droits quelconques dans l'église; c'est la violation, de la part d'un ecclésiastique, principalement des règles recueillies par l'église gallicane, pour protéger le clergé de France contre la domination du Saint-Siège, et le trône contre les envahissemens du clergé.

Ainsi trois conditions sont essentielles pour constituer un cas d'abus. Il faut qu'il y ait violation d'un droit, que ce droit soit consacré ou par la loi ou par les canons reçus en France, et que cette violation s'accomplisse sous le prétexte de la religion, au nom du caractère sacré dont la personne du prêtre est revêtue. Otez une seule de ces trois conditions, et l'abus n'est plus possible.

Qu'un ministre des autels oublie, dans les désordres de la débauche, l'austérité de la règle dont il a désiré le joug, il enfreint les canons reçus en France; il blesse la morale publique et la morale religieuse; il ne viole aucun droit, il ne commet pas un abus.

Qu'il refuse de bénir une union que la loi n'a pas encore formée, il blesse sans contredit un droit, celui de tout homme religieux de s'approcher des autels et d'obtenir un sacrement pour lequel il réunit toutes les conditions exigées par l'église; mais ce droit, loin d'être consacré par la loi, est méconnu par elle, et le prêtre ne pourrait le satisfaire sans la violer; il ne commet pas un abus.

Que dans un pamphlet il attaque les décisions des conciles de

fectus potestatis; 2° Celui qui se tire de l'excès dans l'exercice de la puissance légitime, *ille enim abutitur, qui concessa sibi potestate contra leges utitur*. Un supérieur ecclésiastique commet un abus, 1° Quand il entreprend sur ce qui n'est pas de sa compétence, comme les droits du roi, le temporel du royaume; 2° Quand dans les choses de sa compétence il contrevient aux canons et aux réglemens établis, tant par l'église que par les princes pour la police extérieure de l'église et le bon ordre de l'état. » *Traité de l'abus*, t. I, p. 51, l. 1, ch. 6.

« Nous empruntâmes de Congnères, dit Pasquier dans ses Recherches (lib. 3, chap. 33, t. 1, p. 288) le mot *abus*: Vray qu'au lieu qu'il n'en avait fait qu'une espèce, nous en fîmes un genre, appropriant ce mot à toutes les entreprises indues que les ecclésiastiques font tant sur le moindre de leur ordre que sur les personnes laïques. » Voyez encore la définition que donne Bouchel de l'abus dans sa *Bibliothèque du Droit français*, verb. *Abus*.

Constance et de Bâle; qu'il abaisse l'autorité de l'assemblée de l'église au-dessous de celle du pape; qu'il soumette le trône à l'autel, la couronne à la tiare; il attente à l'indépendance de l'église et de l'état. sa doctrine est une infraction aux canons reçus en France, à la pragmatique de Charles VII, à la déclaration de 1682. Il peut, selon la nature de son langage, contrevenir à la loi pénale; mais à coup sûr il n'excède pas le pouvoir qui lui est remis pour le châtiment du pécheur et la justice du sanctuaire; il ne commet pas un abus (1).

A quel droit public ou privé attente donc le sieur Dumontell par son mariage? Son action s'arrête à sa personne; c'est de son sort qu'il dispose, c'est sa vie personnelle qu'il dirige vers ce qui lui paraît être le bien et le bonheur. S'il compromet un intérêt, c'est le sien propre, celui qu'il est assurément le maître de sacrifier à ce qui est pour lui la vérité. Il ne blesse aucun droit. Où est le citoyen lésé qui se plaint?.. Son père seul réclame contre ce qu'il nomme son parjure, et c'est à titre de protecteur; c'est comme gardien du bonheur de son fils qu'il se jette entre lui et sa fiancée. Il ne demande rien pour lui-même; il supplie les magistrats d'épargner à son enfant l'avenir qu'il entrevoit pour lui à travers les menaces de sa croyance; tous ses efforts se placent sous la direction de cette pensée, qu'il a choisie lui-même pour épigraphe : *Pietas paterna consilium capit pro liberis*.

Ainsi manque la première des trois conditions. On verra bientôt s'il n'en est pas de même des deux autres.

Le 9^e canon de la 24^e session du concile de Trente, généralisant la défense portée par les conciles de Latran, dont la réception n'a jamais été prouvée, et dont l'autorité avait été effacée, dans tous les cas, par la promulgation de la pragmatique, interdit, il est vrai, le mariage aux ecclésiastiques. Mais, comme le remarque Bonchel, dans sa Bibliothèque du Droit français : « Abus ne se peut fonder que pour la contravention aux con-

(1) C'est ainsi que M. l'abbé de La Mennais s'est vu traduit devant les tribunaux correctionnels pour des écrits qui, quoique émanés d'un prêtre, et contraires à la doctrine consacrée par l'église gallicane, n'étaient point des actes du ministère religieux, ne constituaient point des cas d'abus.

ciles dont la cour est protectrice, comme du concile de Bâle et autres semblables; car la contravention *aux autres* n'induirait abus.» Et comme l'exprime d'ailleurs notre texte, les cas d'abus sont l'infraction des règles consacrées *par les canons reçus en France*. Or, ce 9^e canon, ainsi que tous les autres canons de discipline du même concile, n'ont jamais été reçus en France. Aucun fait historique n'a peut-être été prouvé par des témoignages plus multipliés et plus authentiques. Déclarations des historiens, actes du droit politique et du droit civil, reconnaissance des jurisconsultes, aveu des théologiens, tout se réunit pour le constater.

Pressée de recevoir ce concile par le nonce du pape, Prosper de Sainte-Croix, Catherine de Médicis renvoie l'examen de cette affaire au retour du cardinal de Lorraine. A l'arrivée de celui-ci, le conseil s'assemble en présence du roi, des présidents, des procureurs et des avocats généraux du parlement, et après une vive discussion, il est décidé, malgré les efforts du cardinal, que ce concile ne serait pas reçu. (V. Velly, t. 30, p. 478 et 509, et l'abrégé du président Hénaut, 1^{re} part., p. 497.)

Le cardinal Ursino, envoyé en France, sur l'atroce avis du cardinal de Lorraine à Grégoire XIII, après le massacre de la Saint-Barthélemy, est fort honorablement reçu du roi Charles; mais n'est pas plus heureux dans sa négociation que ne l'avait été, en 1572, le cardinal Alexandrin, neveu du pape Pie V.

Il suffira, sans doute, du souvenir de ces dates, pour faire justice des argumens qu'on a osé puiser dans la déclaration de 1564.

Après la mort de Charles IX, Henri III, accusé auprès des huguenots d'être disposé à recevoir le concile, écrit au roi de Navarre une lettre, que Bassicaud nous rapporte en ces termes :

« Mon frère, ceux qui vous ont mandé que je voulois faire
« publier le concile de Trente, sont très-mal informez de mon
« intention, car je n'y ai aucunement pensé, et connoist trop
« comme telle publication préjudicieroit à mes affaires, et ne
« suis pas moins jaloux de mon autorité et prééminence de
« l'église gallicane et pareillement de mon édit de paix. »

Qu'on s'empare, après cette déclaration, de l'édit de paix comme d'une sanction du concile !

Ce n'est pas tout. Trois fois le clergé de France, qui, dès 1510, avait épousé les intérêts du pape, tente d'obtenir la publication de ce concile, aux états-généraux de 1579, de 1588 et de 1614; et malgré d'habiles efforts, la réception du concile est de nouveau trois fois solennellement repoussée, à Paris et à Blois.

Enfin, l'ordonnance de Blois de 1578 et l'édit de 1639, forment comme un code complet du mariage, dans lequel le législateur se laisse aller aux plus minutieux détails, et pour lequel il emprunte au droit canonique et notamment au concile de Trente toutes les dispositions qui lui semblent appropriées aux besoins de la législation civile, et cependant le 9^e canon de ce concile n'y est pas une seule fois énoncé.

Mais il y a plus encore que tous ces actes; c'est une sentence du prévôt de Paris qui condamne, le 22 août 1615, la publication de la remontrance du clergé, dans laquelle il avait inséré l'acte d'acceptation du concile de Trente, qu'il avait fait sans la permission du roi, dans son assemblée de 1615.

Voici le dispositif de cette décision remarquable : « Faisons défenses à tous ecclésiastiques de ce ressort, de tenir le concile de Trente pour reçu, ni le publier en général ou en *aucun article*, sous prétexte, ou de ladite prétendue réception, ou de concile provincial, ou de synodes diocésains, et d'innover aucune chose en l'ordre et police ecclésiastiques, sans l'autorité et permission du roi, à peine de saisie de leur temporel, et d'être déclarés criminels de lèse-majesté, etc. » (Preuves des libertés de l'église gall. 2^e part. 62, chap. 18, n^o 3.)

Aussi les auteurs s'accordent-ils à refuser toute autorité légale à ce concile. « Sagement, dit Pasquier dans ses Recherches, nous ne l'avons pas admis en France; encores, qu'à chaque occurrence d'affaires, les courtisans de Rome nous couchent toujours de la publication du concil, par lequel, en un trait de plume, le pape acquerrait plus d'autorité qu'il n'aurait eu dès et depuis la fondation de notre christianisme. » (L. 3, ch. 34, t. 1, p. 295.)

« Les rois de France, ajoute de son côté Ranchin, n'ont voulu entendre à une publication si dangereuse et dommageable à l'église et à l'état. » (Voy. t. 1^{er}, p. 26 du livre qu'il publia en 1600, sous le titre de Révision du concile de Trente, contenant les nullités d'icelui, les griefs des rois et des princes chrétiens de l'église gallicane, et autres catholiques.)

« Quelques efforts que les zélés aient pu faire, dit l'archevêque de Paris, Péréfixe, dans son histoire de Henri IV, pour faire publier ce concile, jamais ils n'ont pu en venir à bout. »

Dans sa réponse à l'histoire critique de l'ancien Testament de Richard Simon, d'Aubusson de la Feuillade, archevêque d'Embrun, déclare que « Il n'y a pas lieu de distinguer entre les décrets concernant la foi et ceux concernant la discipline, parce que ce concile n'a pas été reçu plutôt pour la foi que pour la discipline; que, s'il l'a été, on en doit produire la publication ou un acte qui montre qu'il a été véritablement reçu; car, selon les règles du droit, un concile ne peut faire loi, s'il n'a été publié. » (Mélanges critiques de litt., p. 309 et 312.)

C'est ce qu'exprime nettement encore l'abbé Fleury : « Nous n'avons pas encore accepté ses décrets de discipline, dit-il, quoiqu'à dire vrai, il n'ait pas tenu au clergé de France. » (Instit. p. 3, ch. 25.)

A l'autorité de ces citations on peut ajouter le témoignage de l'abrégé de l'histoire ecclésiastique, t. 8, pag. 689 et suiv., celui d'Elie Dupin, 16^e siècle, et celui d'un ouvrage moderne dont la sévère exactitude et la rigueur de l'érudition sont un des principaux mérites; l'Essai sur la puissance temporelle des papes, t. I, p. 314.

Cette opinion des historiens, professée par les canonistes (voy. de Marca, de concord. sacerdot., liv. 2, chap. 17, n^o 6, et de Héricourt, 1^{re} part., chap. 14, n^o 19) a été souvent et solennellement proclamée au parlement de Paris, par les organes du ministère public. Le réquisitoire de Denis Talon, du 16 février 1677, contre une thèse du docteur Lhuillier, dans laquelle on semblait contester aux souverains le droit de régler les empêchemens dirimans de mariage; réquisitoire où l'on trouve ce passage : « C'est en vain qu'on oppose les décrets du concile de

Trente, *ce concile n'est point reçu dans le royaume;* » et les 18^e, 30^e et 57^e plaidoyers de l'avocat général Servin, dans lesquels il professe, aussi bien que son collègue Brisson, « qu'on ne peut alléguer les décrets de ce concile, parce qu'il n'y a point eu de publication en ce royaume, *ni aucune loi et ordonnance vérifiées en la cour qui l'ait reçu ou approuvé,* » protestent énergiquement contre la réception de ce concile.

Ces témoignages, qui assurément ne peuvent être suspectés de philosophisme, sont fortifiés par celui de l'illustre évêque de Meaux lui-même, dans sa correspondance avec Leibnitz. (*Œuvres posth.*, t. 1, p. 415.)

Enfin, des jurisconsultes recommandables par leur profond savoir et leur attachement aux libertés de l'église gallicane déclarent que ce concile n'a jamais été reçu.

Levayer de Boutigny, dont les travaux et le nom sont demeurés en honneur auprès du clergé gallican, s'exprime ainsi dans son livre de l'autorité du roi touchant l'âge nécessaire à la profession des vœux (P. 52.) : « Nous n'avons point accepté le concile de Trente dans ce royaume. Si le roi en a fait insérer quelques décrets dans ses ordonnances, ce n'est point pour avoir lieu comme décrets du concile, mais seulement comme édits et ordonnances royaux; ce n'est point pour avoir lieu comme une loi établie par le concours des deux puissances; car on ne peut admettre ce concours de puissances sans reconnaître ce concile pour légitime et canonique. Or, notre principe en France est de ne reconnaître point ce concile. » C'est ce que dit Denisart, Verb. concile; ce que professe M. Target dans son plaidoyer pour Mme Dangler, où il expose avec autant d'érudition que de clarté toute la législation du mariage; ce qu'enseigne M. Merlin dans ses additions au Répertoire, 16^e vol. de la 4^e édit., verb. *Célibat*.

A toutes ces autorités on peut joindre encore celle d'un publiciste profondément pénétré des vérités du christianisme, qui, après avoir pendant long-temps étudié et professé le droit ecclésiastique à Rennes, vint déployer sur la scène politique la fermeté d'âme et le talent qui lui avaient mérité ses premiers succès. Lanjuinais, dans le rapport qu'il fit en 1791 à l'assem-

blée nationale sur la nécessité de supprimer les dispenses de mariage, appréciait ainsi la valeur du concile de Trente : « Reste, disait-il, l'autorité du concile de Trente. D'abord, on connaît plusieurs moyens de l'expliquer sans donner atteinte aux droits inaltérables de la puissance temporelle sur le mariage ; mais je prendrai une voie plus courte : je dirai simplement que ce concile n'a jamais été publié, ni reçu, ni approuvé en France ; qu'il n'y a jamais eu caractère de loi, que nous croyons avec lui parce que les articles de notre foi et les siens sont les mêmes, parce que sa foi est celle de l'église universelle ; mais que nous rejetons sa discipline, etc.

Ainsi manque la seconde condition constitutive de l'abus : la violation d'un canon reçu en France.

Trouvera-t-on au moins la troisième, en supposant l'existence des deux premières ? Le mariage que projette le sieur Dumonteil est-il un fait du culte, un acte du ministère sacré, un mauvais usage, comme dit Probus, du pouvoir sacerdotal qui lui est confié ? Non évidemment ; le sieur Dumonteil a dépouillé la robe sacerdotale, il a renoncé au service des autels, et sa renonciation a été acceptée ; il n'agit pas en qualité de ministre du culte, au nom de la religion, en vertu de l'autorité spirituelle qui lui a été remise ; il agit en qualité de citoyen. En un mot, ce n'est pas au temple, c'est à la mairie qu'il se présente, et dans ce lieu ses actes peuvent bien constituer une contravention, un délit, ou un crime, mais jamais un cas d'abus.

Ce ne peut donc pas être parce que le mariage civil d'un citoyen, qui a été prêtre, présenterait un cas d'abus que l'article 6 de la loi organique aurait autorisé les tribunaux à l'interdire ; puisque ce fait, ne renfermant aucun des trois éléments essentiels de l'abus, ne peut être ainsi qualifié, et que, d'un autre côté, la voie de l'*appel* comme d'abus ne pouvant jamais être préventive, comme le mot *appel* l'exprime suffisamment, suppose nécessairement la préexistence du fait d'abus, et n'est d'ailleurs ouverte que devant le Conseil d'état.

Ce n'est que de nos jours qu'on a imaginé de transformer le mariage non consommé d'un ex-prêtre en un cas d'abus.

Aux temps de la domination du catholicisme, on se sentait trop fort, et, d'ailleurs, on connaissait trop bien le droit canon, que l'on connaît si peu aujourd'hui, pour recourir à un pareil détour. C'est au nom des lois de l'état, qui reconnaissent la domination du catholicisme, qu'on réclamait l'observation d'une règle que les mœurs de l'église avaient créée, et que le prince, comme protecteur et gardien du temple, devait faire exécuter. Qui eût été jamais assez ignorant ou assez osé pour dire: « Le neuvième canon de la 24^e session du concile de Trente interdit le mariage aux prêtres; le mariage d'un clerc contrevient à ce canon, il constitue donc un cas d'abus? » On savait trop bien alors que toute contravention à un canon n'est pas constitutive de l'abus; et, d'une autre part, on était trop bon gallican pour se permettre, au mépris de la résistance de tous les ordres de l'état, d'invoquer jamais un décret du concile de Trente.

Parcourez tous les arrêts rendus par le parlement: et celui de 1604, et celui de 1626, et celui de 1640, et celui du 15 mai 1723, vous n'y verrez pas une seule fois cité le concile de Trente. C'est l'usage de l'église, c'est la nécessité de lui obéir, c'est le principe de la religion de l'état, la différence, comme dit Talon, qu'il y a entre *la liberté de conscience et la liberté des actions extérieures* que l'on invoque; des conciles, des édits, pas un mot. S'il y est parfois question d'abus, c'est qu'alors le mariage étant célébré par le prêtre, on attaquait cette *célébration* comme abusive; le reproche d'abus ne s'adressait point, dans ce cas, au prêtre marié, mais au prêtre célébrant, au ministre des autels, qui, en cette qualité, avait fait un acte contraire à l'*usage* de l'église.

Rien donc dans les termes de cet article 6 qui n'a pas d'autre portée que l'article 6 de la loi organique des cultes protestans: (« Le Conseil d'état connaîtra de toutes les entreprises des ministres des cultes et de toutes dissensions qui pourront s'élever entre-eux »), ne peut faire supposer l'abrogation de la législation relative au mariage.

Mais ce qui repousse invinciblement cette interprétation, c'est le silence du Code civil et le langage de ses auteurs. Moins

d'un an après la promulgation de cet article, le législateur entreprend la tâche de réunir les lois civiles en un corps complet; il rassemble dans le même cadre toutes les dispositions relatives à la même matière; il retient de l'ancienne législation tout ce qui lui paraît compatible avec notre nouvel ordre social; il rejette tout ce qu'il ne retient pas. N'aurait-il pas emprunté à la loi organique ses règles relatives au mariage? n'aurait-il pas inséré l'empêchement résultant de l'ordination, si cette loi l'eût créé. D'où vient donc qu'il ne l'a pas fait? C'est évidemment que son respect pour la liberté religieuse l'avait empêché de sanctionner cet empêchement de son autorité, lors de la rédaction du concordat, comme il le forçait à rejeter du code tous ceux que l'ancienne législation faisait dériver de la loi canonique.

Sous le titre de dispositions préliminaires, les rédacteurs du projet du code avaient inséré un article qui était ainsi conçu :
« La loi ne considère le mariage que sous ses rapports civils et politiques. »

La section du tribunal en proposa la suppression, « bien convaincue, disait-elle, que si la loi ne considère le mariage que sous les rapports civils et politiques, ce n'est pas en vertu d'une disposition qui lui soit particulière; mais, suivant l'observation du tribunal de Paris, *c'est par une conséquence nécessaire du pacte social*, qui, n'excluant pas de culte, n'en reconnaît cependant aucun. »

Néanmoins elle l'avait conservé comme renfermant une déclaration solennelle qu'il pouvait être encore utile de proclamer. Mais sur l'observation du consul Cambacérès, qui représenta *qu'il était évident* que le code ne considère le mariage que sous les rapports civils, l'article fut retranché. (Locré, Leg. de la France, t. 4, p. 315.)

Si ce n'est assez de cette discussion pour faire comprendre le principe sous l'influence duquel notre législation du mariage s'est formée, on peut consulter les discours des orateurs chargés d'en faire connaître la pensée.

« Depuis que la liberté des cultes a été proclamée, disait Portalis dans son exposé des motifs au corps législatif, il a

été possible de séculariser la législation. On a organisé cette grande idée, qu'il faut souffrir tout ce que la Providence souffre, et que la loi, qui ne peut forcer les opinions religieuses des citoyens, ne doit voir que des Français comme la nature ne voit que des hommes. »

« Les réserves et les précautions dont les ministres de l'église peuvent user pour pourvoir à l'objet religieux ne peuvent, *dans aucun cas, ni en aucune manière*, influer sur le mariage, qui est un objet temporel. »

« C'est d'après ce principe, que l'engagement dans les ordres sacrés, le vœu monastique et la disparité du culte qui, dans l'ancienne jurisprudence, étaient des *empêchemens dirimans*, ne le sont plus. Ils ne l'étaient devenus que par les lois civiles, qui *prohibaient* les mariages mixtes, et qui avaient sanctionné, par le pouvoir coactif, les réglemens ecclésiastiques relatifs au célibat des prêtres. *Ils ont cessé de l'être*, depuis que la liberté de conscience est devenue elle-même une loi de l'état, et l'on ne peut certainement contester à aucun souverain le droit de séparer les affaires religieuses d'avec les affaires civiles, qui ne sauraient appartenir au même ordre de choses, et qui sont gouvernées par des principes différens. »

Et cet orateur, qui déclare ainsi que les réglemens ecclésiastiques, relatifs au célibat des prêtres ont cessé d'être sanctionnés par le pouvoir coactif, depuis que la liberté de conscience est devenue une loi de l'état, c'est l'auteur lui-même des articles organiques du concordat ; qu'on ne l'oublie pas.

Mais il n'est pas seul à proclamer l'esprit du Code civil ; voici comment M. Gillet s'exprimait sur le projet de ce code dans son rapport au tribunal :

« Vous n'y trouverez aucun de ces empêchemens opposés par des barrières purement spirituelles, non qu'elles ne puissent s'élever encore dans le domaine respecté des consciences, *mais elles ont dû disparaître du domaine de la loi*, dirigé par des vues d'un autre ordre. »

« Graces soient rendues à la sagesse du gouvernement, disait encore M. de Boutteville au corps législatif, qui a eu soin ici de rappeler que la liberté de conscience est une loi de l'état,

une des plus importantes garanties des droits des citoyens ! Voilà ce qui imprimera à la loi sur le mariage le caractère d'une haute sagesse, et la rendra l'une des plus utiles à la paix publique et à la tranquillité nationale. »

Quoi de plus positif et de moins récusable, si ce n'est peut-être, pour quelques hommes, le témoignage du pape Pie VII lui-même ? et ce témoignage ne nous manquera pas. Il est consigné dans la fameuse bulle d'excommunication fulminée contre Napoléon, le 10 juin 1809, où l'on peut voir si, dans la pensée du Saint-Siège, le silence du code résulte de sa soumission aux canons (1).

En présence de ces autorités, que signifie ce considérant de la Cour de Paris : « Si le code n'a pas rangé l'engagement dans les ordres sacrés au nombre des prohibitions du mariage, c'est qu'il ne s'est occupé que des empêchemens de *l'ordre civil*. »

A ses yeux cet empêchement est-il purement spirituel ? Comment ose-t-elle alors en faire la base d'une prohibition du mariage civil ? D'un autre côté, si cet empêchement peut arrêter le citoyen, non sur le seuil du temple, mais à la porte de la mairie, comment ose-t-elle dire que ce n'est pas là un empêchement de l'ordre civil, puisqu'il agit sur le citoyen, dans la cité, au nom sans doute du souverain et de la loi ?

Vainement, pour justifier cette étrange interprétation du silence intentionnel du Code civil, rappelle-t-on les trois lettres du ministre des cultes, des 14 janvier 1806, 30 janvier et 9 février 1807 ; Loin de favoriser l'abrogation qu'on prétend induire du concordat, ces lettres la contredisent expressément. Dans la première, le ministre dit que *la matière n'est pas prévue par la loi*, et dans la seconde, que *la loi civile se tait sur le mariage des prêtres*. Comment concevoir que dans le

(1) « Nous n'avons pas pensé qu'il nous fût permis de consentir tacitement à ce que qui que ce soit se mit en possession de cette capitale du monde chrétien, dans laquelle, après avoir renversé et détruit la très sainte forme de gouvernement qui a été laissée par Jésus-Christ à sa sainte église, et réglée par les canons sacrés établis par l'esprit divin, on substituerait à sa place un code contraire non-seulement aux canons sacrés, mais même incompatible avec les préceptes de l'évangile, et qui introduirait, ainsi qu'il a déjà fait, un nouvel ordre de choses, qui tend manifestement à associer et à confondre toutes les sectes et toutes les superstitions avec l'église catholique. »

temps même où le gouvernement s'opposait au mariage des ecclésiastiques, où, pour y parvenir, il se croyait obligé de recourir à l'arbitraire et à la violence, l'auteur des articles organiques eût oublié qu'ils avaient rendus aux empêchemens canoniques leur ancienne puissance coactive? Comment aurait-il écrit que la loi se taisait, que la matière n'était pas prévue, si la loi, qu'il avait faite lui-même quelques années avant, eût parlé selon le désir de sa politique?

Je crois avoir démontré que la loi civile ne se taisait pas par oubli, par imprévoyance, qu'elle laissait le prêtre entre sa conscience et la liberté. Mais en admettant qu'elle gardât le silence, ne voit-on pas qu'il n'en faudrait pas davantage pour que les tribunaux ne pussent s'opposer à ces mariages sans commettre un excès de pouvoir.

C'est l'observation de M. Merlin : « Remarquons, dit ce savant jurisconsulte, l'aveu du silence de la loi sur le mariage des prêtres, rapprochons cet aveu du principe incontestable que la loi permet tout ce qu'elle ne défend pas, et nous arriverons nécessairement à la conséquence que l'administration peut bien, par un empiétement arbitraire sur l'autorité des tribunaux, apporter des obstacles de fait à ce qu'un prêtre, exerçant actuellement les fonctions sacerdotales, se marie à la charge de les abandonner, mais qu'elle est sans moyen pour faire déclarer nul le mariage qu'il sera parvenu à contracter.

« A plus forte raison les tribunaux ne peuvent-ils pas se prévaloir, soit de cette lettre, soit de la précédente pour empêcher un prêtre de se marier. » (T. 16 de la 4^e édition, verb. *Célibat*.)

Il en faut dire autant de la circulaire écrite par M. Mérilhou, garde-des-sceaux, le 27 janvier 1831, dans laquelle il recommande l'observation du système prohibitif, *jusqu'à ce que* les tribunaux aient dissipé les doutes que la loi organique du concordat peut faire naître. Œuvre d'une politique que quelques-uns auraient désiré voir plus ferme et plus tranchée, cette lettre, destinée non aux membres du parquet, mais aux officiers de l'état civil, ne met pas même le ministre en contradiction avec l'avocat, comme on l'a insinué. L'avocat déclare que

dans sa conviction les tribunaux ne peuvent s'opposer au mariage d'un prêtre. Devenu ministre, l'avocat garde sa conviction, mais ses devoirs sont changés; ce n'est plus une vérité légale qu'il a mission de faire prévaloir, c'est un pouvoir qu'il doit avant tout faire triompher de ses ennemis et sauver de la calomnie qui le guette. Placé en présence d'un parti qui depuis seize ans fait de la religion un instrument de sa politique, se rempare derrière la croix, crie au sacrilège quand on le touche et cherche à égarer la foi des peuples, la prudence a pu lui conseiller de décharger le gouvernement de la responsabilité d'une solution que les habiles n'auraient pas manqué de travestir, et de représenter comme un témoignage de son mépris pour la religion. Il a pu croire qu'il devait remettre le soin de fixer le sens de la loi à ses interprètes naturels : aux tribunaux.

Telle est la pensée de cette circulaire ministérielle, qui, au surplus, quel qu'en puisse être le sens, ne saurait prévaloir contre la loi.

Cette interprétation des articles organiques du concordat que repoussent également et leur esprit, et leur texte, et le silence du code, et les discours de ses auteurs, et les circulaires ministérielles, et même les prohibitions violentes et arbitraires des l'empire, on va la chercher encore dans un décret du 28 février 1810, uniquement destiné à élargir les portes du sanctuaire, à faciliter l'entrée dans les ordres, en abrogeant une partie de l'article 26 de la loi organique.

L'article 4 de ce décret sur lequel on se fonde est ainsi conçu : « Les évêques pourront ordonner tout ecclésiastique âgé de 23 ans accomplis; mais aucun ecclésiastique ayant plus de 22 et moins de 25 ne pourra être admis dans les ordres sacrés qu'après avoir justifié du consentement de ses parens, *ainsi que cela est prescrit par les lois civiles pour le mariage des fils âgés de moins de 25 ans accomplis.* »

« Vous le voyez, dit-on, la volonté seule de l'ordinand est impuissante à former ce lien; il faut qu'elle soit éclairée par la volonté qui préside au plus solennel des contrats, au mariage. N'est-ce pas qu'aux yeux du législateur l'entrée dans les ordres

est une sorte d'union du prêtre avec l'église, qui ne peut pas plus être rompue que le mariage? »

C'est toujours la même confusion d'idées ! Outre qu'ils affectent de ne pas voir que cette assimilation du *sacrement* de l'ordre au *contrat* de mariage est complètement stérile, puisqu'à l'époque de ce décret le mariage pouvait être dissous par le divorce, les partisans du célibat forcé du prêtre ne veulent pas comprendre le rôle du législateur du concordat dans l'église.

La police disciplinaire du temple, sa règle intérieure qui ne devrait appartenir qu'aux chefs suprêmes de l'église ; le pouvoir s'en est emparé, qu'on ne l'oublie donc pas ! Il l'a saisi dans un intérêt d'ordre général et surtout dans un intérêt personnel. Ce que l'autorité spirituelle aurait fait elle-même, ce qu'elle aurait réglé, ce qu'elle seule avait le droit de faire et de régler, le pouvoir civil l'a fait par ce décret ; voilà tout.

Quoique l'ordination ne crée qu'un lien spirituel, qu'une obligation morale et religieuse, c'est un engagement éminemment sérieux, car s'il manque de cet appui matériel qui contraint, il se recommande du nom de Dieu même et s'impose avec toute la puissance de la religion. S'il croit, le prêtre qui a trop présumé de ses forces ne le peut rompre, il se consume dans une lutte de chaque jour contre des passions que sa foi lui montre criminelles. S'il ne croit plus, il ne peut s'y soustraire que par un effort de courage et de conscience, car les préjugés l'attendent et lui réservent une autre espèce de combat.

Il est donc sage de ne lui permettre de former un lien si puissant qu'à l'âge où sa raison éclairée peut mesurer l'étendue des devoirs qu'il s'impose, et d'exiger qu'avant cet âge il soit au moins assisté des lumières de ceux qui doivent s'intéresser le plus à son avenir. C'est ce qu'a fait, au nom de l'église, le décret du 28 février 1810 ; il a voulu prévenir, autant qu'il dépendait de lui, les vocations irréfléchies et les regrets tardifs.

« Aussi n'est-ce pas l'ordinand seul qui est soumis à la nécessité de cette assistance ; elle préside à tous les engagements spirituels. Un an avant cet acte de haute police ecclésiastique, un décret du 17 février 1809 avait réglé d'une manière plus rigoureuse encore la prestation des vœux dans les congrégations

hospitalières. Voici comment sont conçus les articles 7 et 8 de ce décret :

Art. 7. « Les élèves ou novices ne pourront contracter des vœux si elles n'ont seize ans accomplis. Les vœux des novices âgées de moins de 21 ans ne pourront être que d'un an. Les novices seront tenues de présenter les consentemens demandés pour contracter mariage par les art. 148, 149, 150, 159 et 160 du Code civil. »

Art. 8. « A l'âge de 21 ans, ces novices pourront s'engager pour cinq ans. Ledit engagement devra être fait en présence de l'évêque et de l'officier civil qui dressera l'acte, et le consignera sur un registre double, dont un exemplaire sera déposé entre les mains de la supérieure, et l'autre à la municipalité. »

Il y a ici bien plus qu'un vœu tacite, bien plus qu'une déclaration même faite aux pieds des autels, entre les mains de la religion. C'est un engagement qui emprunte l'apparence d'un acte civil, qui est reçu par l'officier municipal et consigné par lui dans un registre déposé à la municipalité. Eh bien ! cette promesse solennelle, cet acte civil, n'engendre aucune obligation civile ; la religieuse peut incontestablement rompre son vœu de clôture. Cependant quelle différence entre l'engagement du prêtre et celui de la religieuse ! Le prêtre entre dans le temple avec la volonté, sans doute, d'en observer la loi, mais il ne prononce aucun vœu, il ne fait aucun serment ; la religieuse au contraire s'engage expressément ; et tandis que l'obligation du prêtre s'empare de sa vie tout entière, l'engagement de la religieuse, ne pouvant avoir lieu que pour cinq ans, contrarie moins l'esprit de notre droit civil et politique, et pourrait faire supposer au législateur l'intention de contraindre à l'observation de ce vœu limité.

Malgré cette intervention de l'autorité civile dans la réception des vœux de religion, qui oserait appeler aujourd'hui l'aide des magistrats pour retenir la religieuse sous la grille du cloître ? Chacun comprend que si le pouvoir s'est cru fondé à surveiller des actes qui intéressent à un si haut degré l'avenir des jeunes filles qui les forment, et à opposer d'utiles entraves

à l'ardeur de leur zèle, il n'a jamais entendu soutenir ce zèle, et, moins encore, le suppléer par la contrainte. Aussi écoutez les défenseurs ordinaires de l'église, MM. de Frayssinous, de Bonald et de Quelen; ils proclament du haut de la tribune de la chambre des pairs que les vœux de la religieuse ne modifient en aucune façon sa vie civile.

« Que les membres de ces pieuses associations, disait M. d'Hermopolis en présentant la loi du 24 mai 1825, fassent des vœux pour un temps ou pour toujours, l'état ne s'en mêlera pas. Il respectera ces liens sacrés, mais il n'y prendra aucune part. *Il ne prêtera pas son appui ou sa force coactive pour leur exécution.* Ce sont là des choses d'un ordre plus élevé qui se passent entre la conscience et Dieu. » (*Moniteur* du 8 janvier 1825.)

Voici maintenant les paroles que prononçait M. de Bonald dans la séance du 5 février : « Autrefois la loi n'interdisait pas aux religieux la libre disposition de leurs biens, mais reconnaissant le vœu perpétuel de pauvreté, elle prêtait sa force à l'accomplissement de ce vœu comme elle prêtait sa force à l'accomplissement du vœu de célibat et de clôture. *Aujourd'hui la loi ne reconnaît aucun de ces vœux, aussi permet-elle à la religieuse de quitter son couvent et même de se marier.* »

Dans la même séance M. d'Hermopolis ajoutait : « Quelques personnes ont parlé de la mort civile et ont paru regretter de ne la pas voir établir dans le projet de loi. Ici j'observerai que la mort civile est un joug qu'on peut s'imposer volontairement, mais auquel on n'a pas le droit de vous soumettre. » (*Moniteur* du 6 février 1825.)

Enfin M. l'archevêque de Paris se demandant : « Que sont les communautés dans l'état actuel des choses ? » répondait : « Ce sont de simples femmes unies par des liens purs et solides, sans doute, *mais que la loi ne reconnaît point*; à ses yeux nulle différence entre la séculière et la régulière, ni pour la liberté d'agir ni pour la capacité de posséder. » (*Moniteur* du 11 février 1825.)

Ainsi voilà des liens que la loi ne reconnaît pas, auxquels

elle refuse l'appui de sa force; des autorités irrécusables l'attestent, l'examen de la législation le prouve; et cependant ils ne peuvent se former sans le consentement exigé par la loi civile pour la célébration du mariage. La religieuse peut cesser de l'être dès l'instant qu'elle cesse de le vouloir; son vœu *solennel* ne saurait l'arrêter, quoiqu'il ait été accompagné du consentement de ses parens et qu'il ait été reçu par l'officier civil: on ne peut donc pas induire, de la nécessité de ce consentement à l'ordination, la volonté du législateur d'ériger les devoirs du prêtre en devoirs civils, obligatoires aux yeux de la loi. On ne peut donc rien voir, dans le décret du 28 février 1810, qui favorise l'interprétation que l'on donne aux articles organiques.

Mais ce qui jette une vive lumière sur toute cette législation impériale ou consulaire, c'est la discussion qui eut lieu dans le sein du Conseil d'état le 20 novembre 1813. On y voit l'empereur et tous les membres du Conseil reconnaître que ni le Code ni aucune autre loi n'interdit le mariage des prêtres, et demander tous, à l'exception de deux, MM. Berlier et Béranger qui ont le courage de rappeler au maître les droits consacrés par la constitution, qu'une loi défende ces mariages à l'*avenir*.

Voici les termes de cette discussion telle que M. Locré la rapporte :

« *Sa Majesté* dit qu'il faudrait une loi sur les prêtres catholiques qui se marient. L'empereur, en autorisant à les ordonner, reconnaît nécessairement en eux le caractère sacerdotal et les avoue pour prêtres. Quel inconvénient y aurait-il à les déclarer bigames ? »

« *M. Boulay* dit qu'en effet le sacerdoce est une sorte de mariage. »

« *Sa Majesté* dit que, maintenant, on ne connaît pas l'ordination. Toute ordination devrait être inscrite sur les registres de l'état civil. »

« *Le prince archichancelier* observe que les ordinations sont nécessairement connues puisqu'elles ne peuvent avoir lieu qu'avec la permission de *Sa Majesté*. »

« *Sa Majesté* dit que ce n'est pas là le genre de publicité dont

« elle entend parler; l'empereur intervient sous un autre rap-
« port.

« *M. Regnaud* dit que le principe de la liberté des cultes
« a servi de prétexte pour ne pas défendre le mariage des
« prêtres.

« *M. Boulay* dit qu'un prêtre qui voudra se marier pourra
« toujours éluder la défense, en déclarant qu'il embrasse le pro-
« testantisme, et on ne pourra pas l'en empêcher.

« *Le prince archichancelier* dit qu'il n'est pas question de
« savoir si on défendra le mariage à un prêtre catholique qui
« change de religion: la liberté des cultes s'y oppose; mais il
« s'agit de décider si un prêtre, qui veut demeurer catholique,
« pourra cependant renoncer au célibat. Certes on ne blessa
« pas la liberté des cultes en l'obligeant à respecter l'engagement
« contracté par lui dans une croyance qu'il n'entend pas ab-
« jurer.

« *M. de Fermon* croit se rappeler qu'il existe des lois qui
« interdisent les fonctions ecclésiastiques aux prêtres catholi-
« ques, lorsqu'ils viennent à se marier.

« *M. Boulay* dit qu'il n'y a pas de loi formelle, mais des
« lettres de S. M. Répondant ensuite à l'objection de S. A. S.,
« *M. Boulay* observe qu'il ne suffit pas, pour rester catholique,
« de déclarer qu'on ne veut pas cesser de l'être. Le catholique
« est celui qui demeure dans la communion catholique, comme
« le protestant celui qui demeure dans la communion protes-
« tante. Il n'est donc plus catholique du moment que, par la
« violation des préceptes de la croyance, il s'attire une excom-
« munication. Mais l'excommunication est, entre les mains du
« clergé, une arme dangereuse, et dont il ne faut pas l'accon-
« tumer à se servir.

« *Sa Majesté* dit qu'elle s'est vue forcée d'ordonner l'arres-
« tation d'un chanoine de Plaisance qui avait enlevé une fille à
« sa famille et en avait fait sa femme. Elle n'aime pas ces sortes
« de mesures; mais le scandale était trop grand pour qu'on pût
« le dissimuler, et la loi était muette. Il faut donc des dispo-
« sitions législatives qui défendent le mariage des prêtres.

« *M. Berlier* dit que ces dispositions ne seraient pas sans inconvénient. Aujourd'hui l'autorité ecclésiastique interdit le « prêtre qui se marie, et tout se trouve ainsi consommé dans le « sein même de l'église, sans que l'autorité civile s'en mêle. Il « existe donc un moyen de répression suffisant. Mais si l'on « veut appeler au secours la loi civile, que répondre au prêtre « qui dira qu'il a la jouissance de tous les droits qu'elle accorde ; que cette loi laisse tellement la liberté de conscience « qu'elle ne lui défend même pas de changer de religion ? Ce « n'est pas que *M. Berlier* approuve ces sortes de changemens ; « mais enfin la loi politique les permet, et il ne faut pas affaiblir le grand principe de la tolérance.

« *M. l'évêque de Trèves* dit que ce principe serait certainement blessé, si l'on forçait un homme à demeurer dans une religion qu'il veut abandonner ; mais il est question ici d'un « prêtre qui veut demeurer catholique, et cependant violer l'engagement qu'il a pris à la face de l'église de garder le célibat. « Assurément un tel scandale ne doit pas être souffert, dans un « pays où la religion catholique est placée sous la protection des « lois de l'état.

« *M. Berlier* dit qu'on satisfait à tout en laissant l'église faire alors ce qu'elle veut.

« Au reste, le célibat des prêtres ne tient pas au dogme de l'église catholique ; c'est une institution de pure discipline ; autrefois les prêtres se mariaient.

« *M. l'évêque de Trèves* dit que le mariage leur a toujours été interdit. A la vérité, dans les premiers siècles, la nécessité « a forcé d'ordonner des hommes mariés ; mais on n'a jamais « permis à un prêtre de se marier après une ordination.

« *Sa Majesté* dit qu'il faut voir les faits. Si un officier de l'état civil, plus prévoyant que la loi, refusait de célébrer le « mariage d'un prêtre et en référerait à l'empereur, croit-on que l'empereur ne pourrait pas empêcher ce prêtre, qu'il a reconnu pour prêtre, de violer l'obligation que cette qualité lui impose ?

« D'ailleurs, de semblables mariages sont un scandale ; ils offensent les mœurs publiques : premier motif pour les inter-

« dire. Si on les considère sous le rapport de l'intérêt privé, on
 « trouve qu'ils compromettent le repos des époux et des familles;
 « tôt ou tard les remords se réveillent dans le cœur du prêtre
 « qui s'est marié au mépris de ses engagements; alors, ou il ne
 « voit plus son épouse qu'avec horreur, ou il l'abandonne sou-
 « vent dans la situation la plus intéressante, et lorsqu'elle est
 « devenue mère. Voilà donc une jeune personne, une famille
 « entière sacrifiée par la mollesse de la loi.

« Que, si le prêtre change de religion, la question n'est plus
 « la même; mais il s'agit ici de celui qui, sachant que le pape
 « pourrait le relever de son engagement, prétend n'en avoir pas
 « besoin, et veut demeurer catholique. C'est de quoi il y a déjà
 « huit ou dix exemples. *S. M.* a fait arrêter ces prêtres comme
 « de mauvais sujets qui causeraient du scandale; mais ces moyens
 « lui répugnent. D'ailleurs les familles ne sont pas averties à
 « l'avance, et enfin l'épouse est sacrifiée.

« Il est bien plus juste, bien plus simple, bien plus utile,
 « que la loi défende positivement le mariage à quiconque est
 « engagé dans les ordres sacrés, sur le fondement que le prêtre
 « a contracté l'obligation de garder le célibat, et que cette obli-
 « gation a été approuvée par le prince.

« *M. Boulay* dit que la loi peut déclarer qu'elle ne reconnaît
 « pas ces sortes de mariages.

« *M. Delamalle* dit qu'on ne peut déclarer nul un ma-
 « riage que le Code Napoléon ne réprouve point. Il faut de-
 « meurer dans les termes de ce Code, ou faire de l'ordination
 « un empêchement dirimant.

« *M. Quinette* dit que le ministre de l'intérieur a, par ses
 « instructions, ordonné aux officiers de l'état civil de refuser
 « leur ministère pour le mariage des prêtres.

« *M. Delamalle* dit que ces instructions ne peuvent être
 « assimilées à une loi.

« *S. M.* dit que, si la loi ne s'explique pas, on verra de plus
 « en plus des mariages de prêtres. Le clergé devient nombreux;
 « la conscription détermine beaucoup de jeunes gens à se jeter
 « dans les ordres; un tel motif n'est pas une véritable vocation,
 « et, certes, il prépare pour l'avenir des regrets à ceux qu'il a

« égarés dans l'âge de l'inexpérience; on doit s'attendre qu'un
 « jour plusieurs d'entre eux chercheront à secouer des chaînes
 « dont ils ne sentiront plus que la pesanteur, et dont ils ne se
 « sont chargés que par des considérations qui alors auront
 « perdu leur force. *Le silence de la loi*, en laissant entrevoir la
 « possibilité de les rompre, leur tend un piège dans lequel ils
 « donneront ainsi que leurs familles; *au lieu que, si la loi parle,*
 « *tout est fini.* Les prêtres savent que l'engagement de garder
 « le célibat est irrévocable; les familles, qu'elles ne peuvent pas
 « leur donner leurs enfans.

« *M. Berlier* dit que *la législation actuelle ne tend de piège*
 « *à personne; elle est parfaitement entendue, et laisse chacun*
 « *libre.* Les protestans pourraient être blessés de la sollicitude
 « toute particulière que le législateur montrerait pour le culte
 « catholique.

« *S. M.* dit qu'il faut que la loi soit d'accord avec les mœurs
 « publiques, et certes le mariage des prêtres les offense. Il n'y
 « a pas là de prédilection dont les protestans puissent se choquer.
 « Les Français adoptent tous les cultes, non parce qu'ils les mé-
 « prisent tous également, mais, au contraire, parce qu'ils les
 « respectent tous sans se rendre juges de leurs dogmes. *Et il*
 « *est besoin d'une loi; les instructions du ministre de l'inté-*
 « *rieur ne lient pas les tribunaux.* Les tribunaux pourraient-
 « ils, par exemple, refuser la légitimité à l'enfant d'un prêtre,
 « s'il l'avait obtenu par un mariage subséquent?

« *M. Regnaud* dit que la défense du ministre ne s'adresse
 « qu'aux officiers de l'état civil, et que, lorsqu'elle est mécon-
 « nue, elle ne nuit pas à la validité du mariage.

« *S. M.* dit qu'un prêtre catholique qui se marie ne mérite
 « aucune considération. Il se peut cependant que cet homme ne
 « soit pas un mauvais sujet, qu'il n'ait été entraîné que par la
 « passion, et c'est pour cela même qu'il faut qu'il rencontre
 « dans la loi une digue qui le retienne dans le devoir.

« *M. Boulay* dit qu'il serait cependant nécessaire de faire
 « une exception pour le prêtre qui changerait de religion.

« *Le prince archichancelier* dit que la loi ne doit pas pré-

« voir un semblable changement; ce serait provoquer à l'apostasie.

« *M. Boulay* pense qu'au contraire l'exception retiendrait les prêtres.

« *S. M.* dit qu'il suffit d'obliger les prêtres catholiques à respecter l'engagement qu'ils ont contracté, *mais qu'il faut le faire par une loi positive, directe, que tout le monde connaît, qui lie tout le monde.*

« *M. Laumond* demande si cette loi s'appliquera aux mariages actuellement contractés.

« *S. M.* dit que la loi ne rétroagit pas.

« *M. Corsini* dit qu'on pourrait, en autorisant l'ordination d'un prêtre, lui faire prendre l'engagement civil de ne pas se marier.

« *M. l'évêque de Trèves* dit que cet engagement est de droit. « Quand *S. M.* permet d'ordonner un prêtre, c'est nécessairement sous la condition que l'ordination sera faite conformément aux lois de l'église, et aura tous les effets que ces lois lui donnent. Or, l'église fait promettre à l'ordinand qu'il gardera le célibat.

« *Le prince archi-chancelier* dit qu'il ne voit pas où est l'importance que quelques personnes semblent attacher à laisser aux prêtres catholiques la liberté de se marier valablement. La France est-elle donc dépeuplée? N'avons-nous donc plus ni soldats, ni agriculteurs, ni ouvriers? Sommes-nous enfin dans une situation qui menace l'état, si l'on défend à un petit nombre d'individus de contracter des mariages scandaleux?

« *Ce qu'on propose*, c'est de faire respecter la discipline d'une religion qui, sans être dominante, est cependant publique, reconnue, admise, organisée par les lois; c'est d'empêcher qu'elle ne soit outrageusement violée par des hommes qui ne s'engagent dans les ordres que pour échapper à la conscription, et qui, même en la violant, veulent demeurer catholiques. L'opinion, même des personnes les moins religieuses, n'est pas favorable à de tels hommes.

« Quant à l'exception proposée en faveur de ceux qui pré-
 « tendraient qu'ils entendent changer de religion, elle serait
 « ridicule. On compromettrait la gravité de la loi, en lui faisant
 « supposer qu'un prêtre, âgé de 45 ou 50 ans, viendrait sérieu-
 « sement, et de bonne foi, déclarer qu'il va se faire circoncire
 « pour embrasser le judaïsme ou l'islamisme. Il faudrait pour-
 « tant aller jusque là. Qu'on ne punisse pas ce prêtre, soit; mais
 « que le mariage continue de lui être défendu.

« *M. Béranger*, revenant sur la question faite par *M. Lau-*
 « *mond*, observe que, sous un autre rapport, elle mérite quel-
 « que attention. *Aujourd'hui, en effet, l'engagement du*
 « *prêtre est purement spirituel, et cependant voilà la loi*
 « *séculière qui va le déclarer civil.* Cette loi portera rétroacti-
 « vement sur les prêtres actuellement ordonnés; elle dénatu-
 « rera leur obligation; quand même elle respecterait leurs ma-
 « riages.

« Au reste, *M. Béranger* n'a pas d'opinion faite sur cette
 « difficulté; il ne propose qu'une simple observation.

« *M. Delamalle* dit que la difficulté n'est pas réelle, puis-
 « qu'on ne fera que ramener les ecclésiastiques à des engage-
 « mens qu'ils ont déjà contractés.

« *M. Béranger* répond qu'on ajoute toujours quelque
 « chose à ces engagements, puisqu'on leur donne une sanction
 « civile.

« *S. M.* dit qu'il ne faut pas troubler les mariages contractés,
 « mais les prévenir désormais par une loi précise. Si l'on ne
 « prend pas cette précaution, on tombera dans de très grandes
 « difficultés. Une femme se présente pour célébrer un mariage
 « qui doit assurer la légitimité de son enfant; on la repousse.
 « Elle objecte que le silence de la loi l'a déçue; qu'elle ne serait
 « pas mère si elle avait su que jamais elle ne pourrait devenir
 « l'épouse du père de son fils. Que lui répondre? Au lieu que
 « lorsque le législateur se sera expliqué, il n'y aura plus lieu à
 « errer ni à excuse.

« *M. le comte Jaubert* dit que dans plusieurs départemens
 « et particulièrement à Bordeaux, les évêques ont été très em-
 « barrassés pour réprimer de semblables désordres. Une loi

« qui INTERDIRAIT le mariage des prêtres FERAIT grand plaisir au clergé et même à tous les catholiques.

« S. M. dit qu'il convient d'accorder à un ordre qui peut se rendre très utile à l'état tout ce qui ne blesse pas l'intérêt public.

« M. Regnaud dit que rien n'est plus simple que ce que veut Sa Majesté; le prêtre qui viendra d'être ordonné ira, avec le nombre de témoins requis pour le mariage, se présenter devant l'officier de l'état civil; il déclarera qu'il se voue au célibat, et si ensuite il se marie on lui appliquera la peine de la bigamie.

« Sa Majesté charge la section de la législation de rédiger un projet pour interdire le mariage aux prêtres catholiques. »

Le despote s'est à la fin lassé de l'arbitraire et de la violence; il lui faut une loi qui protège la conscription, une loi surtout qui atteste au clergé de France la sollicitude de l'empereur pour l'église, et dissipe les soupçons de profanation et de violence envers le pape, dont la conclusion du concordat de Fontainebleau est entachée. Il demande un projet contre le mariage des prêtres. Un projet!... l'eût-il donc demandé si la législation existante eût favorisé sa politique?

Le temps n'a pas permis à ce projet de se réaliser; la législation est restée ce qu'elle était au moment de cette discussion du Conseil d'état : favorable au mariage des prêtres.

S'il était besoin d'ajouter quelque chose à une démonstration qui ressort de tous les actes de l'empire, la jurisprudence de la Cour suprême nous en fournirait le moyen.

Deux fois, sous l'empire et sous la restauration, cette Cour a été indirectement saisie de la question du mariage civil des prêtres, et deux fois, par l'expression de ses arrêts, elle a favorisé la doctrine proscrite par la Cour de Paris.

Dans le premier pourvoi, celui de l'abbé Charonceuil, il s'agissait de savoir si la Cour de Bordeaux avait pu interdire à Charonceuil de se marier avec toute autre femme que Gabrielle Petit, que le pape lui avait permis d'épouser par un bref non publié. Cette question comprenait nécessairement celle de savoir

si, selon le droit commun et sans nécessité d'aucun bref, Charonceuil était capable de mariage; car s'il était vrai que Charonceuil fût, d'après la loi, incapable de mariage, il n'y avait pas lieu de casser l'arrêt dans la partie qui faisait défense aux officiers civils d'unir Charonceuil avec toute autre que Gabrielle Petit, et Charonceuil eût été lui-même non-recevable à attaquer un arrêt dont l'unique tort eût été de puiser pour lui le titre d'une capacité exceptionnelle dans un bref non autorisé, puisqu'à supposer ce bref sans force il retombait dans l'incapacité absolue dont cet acte l'avait fait sortir. Dans quel intérêt aurait-il réclamé contre la permission d'épouser Gabrielle Petit, si loi ne lui eût permis d'épouser aucune autre femme?

Ainsi l'arrêt et le pourvoi seraient intelligibles, si l'on ne supposait pas que l'un et l'autre ont tenu pour constante la capacité du prêtre. Autrement, après avoir distingué le chef qui rejetait l'opposition de Gabrielle Petit, la Cour aurait encore distingué la disposition qui déclarait Charonceuil incapable de mariage en général de celle qui, d'après un bref non autorisé, lui permettait d'épouser Gabrielle Petit; elle aurait maintenu la première et cassé la seconde. Or, elle les a cassées l'une et l'autre; c'est donc que l'une et l'autre lui ont paru contraires à la loi. (Voy. Sirey, t. 10, 1, 60.)

Dans le second pourvoi, celui de la veuve Martin, il y avait encore deux questions à juger: la première consistait à savoir si la prêtrise était un empêchement opérant la nullité du mariage; et la seconde, celle-ci résolue affirmativement, était de savoir si les collatéraux pouvaient se prévaloir de cette nullité. La Cour de Paris avait décidé l'affirmative; son arrêt fut cassé, le 9 janvier 1821, au rapport de M. Vergès, et sur les conclusions de M. Jourde. Voici dans quels termes la Cour suprême statua sur cette double question :

« Attendu qu'aucune loi n'a conféré aux héritiers collatéraux, dans les cas qui ont donné lieu à la demande en nullité du mariage dont il s'agit, le droit de former cette demande;

« Que sous ce rapport, *en supposant que les nullités qui ont été la base de l'action eussent été fondées*, il aurait encore été nécessaire que la loi eût attribué aux héritiers

« collatéraux du sieur Martin le droit de les proposer, etc. » (Voy. Sirey, 21. 1. 164.)

Si la Cour suprême n'eût pas admis la capacité du prêtre, elle n'aurait pas raisonné hypothétiquement, comme elle l'a fait; elle n'aurait pas supposé l'incapacité, elle l'aurait reconnue et déclarée; au lieu de dire : *en supposant que les nullités qui ont été la base de l'action eussent été fondées*, etc., elle aurait dit: S'il est vrai que les nullités qui ont servi de base à l'action *sont* fondées, la loi n'ayant pas attribué aux héritiers collatéraux le droit de les proposer, la Cour royale n'a pu, etc. Mais ce n'est pas ainsi que son arrêt est formulé.

Tout se réunit donc pour démontrer que le concordat et la loi organique ne s'opposaient pas au mariage civil des prêtres. Mais à supposer qu'il en fût autrement, serait-ce à dire que depuis le jour où le pouvoir a promis que la Charte serait une vérité, cette législation pût être invoquée? Non, assurément; si elle a jamais existé, elle a cessé d'être obligatoire.

§ III.

La Charte du 7 août 1830 ayant abrogé toutes les dispositions des lois antérieures contraires aux principes qu'elle consacre, s'opposerait, dans tous les cas, à l'application de celles qu'on prétend trouver dans le concordat et les articles organiques.

Nous ne sommes plus aujourd'hui sous le coup des prétentions despotiques dont l'article 6 de la Charte de 1814 fournissait le prétexte. La constitution nouvelle proclame la liberté religieuse, sans restriction; et si elle énonce que le culte catholique est celui de la majorité des Français, c'est la constatation d'un fait dont elle n'entend pas, apparemment, qu'on tire des conséquences analogues à celles qu'on déduisait de l'article 6; autrement, elle s'en serait abstenu, puisqu'elle a cru devoir effacer cet article.

La liberté qu'elle consacre n'est pas uniquement le droit, pour chacun, de vivre sans trouble dans le culte où sa naissance l'a placé. C'est, quant aux citoyens, l'indépendance absolue de

la conscience dans les actes intérieurs et extérieurs de la foi ; c'est le droit de croire et de douter, de choisir son symbole, de s'en approcher ou de s'en éloigner à son gré ; de se conformer aux décisions les plus contradictoires de la raison la plus mobile et la plus aveugle ; c'est, en un mot, le droit de ne recevoir, en matière de religion, de loi que de soi-même. C'est, quant à l'état, la séparation la plus complète de l'église, la sécularisation la plus entière de la loi.

Sous l'empire de ce principe, toutes les croyances sont égales ; toutes sont libres, au même titre, de se disputer l'empire de la conscience ; aucune n'a droit de prétendre à gouverner autrement que par la parole.

Les conséquences de cette égalité, de cette liberté, sont immenses : la première, c'est que l'expression officielle des sentimens nationaux ne pouvant plus emprunter les formes d'aucun culte, puisque là où il en existe plusieurs il n'en est aucun qui ait le droit de se présenter comme le centre unique de tous les rapports religieux du pays, et qu'il est impossible de s'adresser à l'un de préférence aux autres sans que l'égalité soit aussitôt rompue, la loi, étrangère à toutes les croyances, ne s'occupe d'elles que pour garantir la libre manifestation de chacune. La protection qu'elle leur accorde, renfermée dans le cercle des intérêts confiés à sa garde, ne s'adresse ni aux rites ni aux symboles, mais aux citoyens qui pratiquent les uns et professent les autres. Que ces rites et ces symboles s'altèrent ou s'anéantissent, elle ne fera rien pour les soutenir ; c'est là l'œuvre de la foi, et la loi n'en saurait avoir. Elle n'emploie pas son autorité au profit d'un culte, car elle entrerait à l'instant même en guerre avec tous les autres, puisqu'il est de leur essence d'être en hostilité continuelle ; elle attenterait tout à la fois à la liberté et à l'égalité qui leur sont promises. Elle ne l'emploie pas non plus au profit de tous ; car, outre ce double attentat, elle se jetterait dans une perpétuelle contradiction, puisqu'elle se chargerait d'interdire d'un côté ce qu'elle recommanderait de l'autre.

Lorsque depuis deux ans l'application de ces principes a fait cesser l'association du culte aux cérémonies publiques ; lorsque depuis deux ans l'égalité religieuse a fait disparaître du prétoire

le symbole des chrétiens, non par irrévérence pour leur culte, mais par respect pour les droits de tous; comment serait-il possible d'invoquer une loi antérieure qui autoriserait les tribunaux à commander l'accomplissement d'un devoir religieux? Une pareille loi ne serait-elle pas contraire à l'article 5 de la Charte, et à ce titre abrogée par l'art. 70?

Comment, au nom de la loi, oserait-on dire, aujourd'hui, à un citoyen : Ta croyance pourra s'altérer, ta foi s'éteindre ou changer d'objet, ta bouche maudire ce que naguère elle bénissait; mais tu serviras perpétuellement les autels d'un Dieu qui ne règne plus sur ton cœur; je te retiendrai sans cesse enchaîné dans le temple, ou, si je te permets d'en sortir, ce ne sera que pour flétrir la liberté que je t'aurai donnée; tu seras dans la cité sans en être; exclu par ta volonté des fonctions du sacerdoce, tu le seras par la mienneté des professions industrielles ou libérales (1); dépouillé de la sainteté du sanctuaire, tu n'obtiendras jamais celle du mariage; je donnerai ta vie en proie à la débauche et à l'oisiveté, à la misère et au mépris.

Voilà pourtant la condition qu'on a demandée pour Dumonteil, et que l'arrêt de la Cour de Paris lui a faite! Il n'est plus homme, il n'est plus citoyen; il n'est que prêtre, prêtre sans autel et sans troupeau. Tandis que l'art. 1^{er} de la Charte consacre l'égalité civile et politique, et que des droits à la jouissance desquels tous les Français sont également appelés, le plus précieux, sans contredit, est la liberté religieuse, on impose des règles inviolables à sa conscience, on refuse à sa foi de se modifier et de modifier sa conduite. Il faudra qu'il soit toujours prêtre, tandis qu'autour de lui chacun conservera le droit de cesser d'être catholique, d'être chrétien.

Et que les avocats du célibat forcé du prêtre ne se récrient pas contre cette odieuse conséquence; si elle n'est dans leur bouche, elle est dans leur principe. Pourquoi font-ils, au ministre du culte, une loi du célibat? C'est parce qu'il s'y est sou-

(1) Chacun sait que l'église interdit à ses ministres l'exercice de toutes les professions séculières; il n'est pas besoin de rappeler les nombreux canons qui consacrent cette règle, il suffit de citer le chap. 6 du titre, aux décrétales: *Nec clerici vel monachi secularibus negotiis sese immisceant.*

mis aux pieds des autels, et que, par son silence, il a accepté le joug dont l'évêque lui rappelait le poids. Oublient-ils donc ces paroles qui précèdent l'ordination : *Hactenus enim liberi estis, licetque vobis pro arbitrio ad secularia vota transire. Quod si hunc ordinem susceperitis, amplius non licebit à proposito resilire; sed Deo, cui servire regnare est, PERPETUO FAMULARI, et castitatem, illo adjuvante, servare oportebit; atque in ecclesiæ ministerio SEMPER esse mancipatos, etc.?*

Ainsi, avant d'accepter l'obligation d'être chaste, le prêtre accepte celle d'être toujours chrétien, toujours catholique, toujours prêtre; d'être perpétuellement enchaîné au service des autels, *in ecclesiæ ministerio semper esse mancipatum*. Le devoir du célibat dérive de la prêtrise; il en est l'accessoire, la suite; il en subit nécessairement le sort. Aussi, aux temps de la domination de l'église, ceux qui soutenaient la thèse de nos adversaires commençaient-ils toujours par établir l'indélébilité du caractère sacerdotal; et l'arrêt de la Cour de Paris admet-il implicitement cette doctrine dans le dernier de ses considérans;

« Considérant, dit-il, que Dumonteil est, aux yeux de la loi, « frappé d'incapacité relativement au mariage; que cette incapacité résulte de son engagement dans les ordres sacrés qui « lui ont été conférés conformément au concordat, sous la protection de l'autorité civile, qui lui a imposé des obligations, « et accordé en retour des privilèges et immunités. »

Ces obligations, nous les connaissons maintenant : c'est d'abord la perpétuité du sacerdoce; les autres n'existent et ne sont perpétuelles qu'à la condition de l'existence et de la perpétuité de celle-ci. Ainsi, aux termes de l'arrêt, Dumonteil sera toujours prêtre, comme il sera toujours célibataire. La nature de ses engagements est telle qu'on ne peut lui interdire la famille sans lui interdire la cité. C'est une existence à part qu'on lui fait, au mépris de l'art. 1^{er} de la Charte, sous le prétexte des privilèges qui lui sont, dit-on, accordés.

Mais ces privilèges, que sont-ils donc? des exemptions de charges communes à tous les cultes chrétiens, et que l'égalité doit un jour étendre aux autres ou enlever à tous. C'est la dispense du service militaire, des tutelles et des curatelles des

fonctions municipales et de juré : dispense que la loi accorde, non pas en considération de la perpétuité des engagements, comme on affecte de le dire, mais en considération de leur nature; puisque les ministres des autres cultes qui ne sont liés par aucun engagement perpétuel, puisque les membres de l'Université, puisque toutes les personnes qui exercent, pour le culte, des fonctions qui exigent la résidence (1), en profitent dans une certaine mesure.

Dumonteil en jouissait parce qu'il était actuellement prêtre, et non parce qu'il devait toujours l'être. Aussi, du jour où son abdication, acceptée par l'évêque, lui a fait perdre ce caractère, ses causes d'exemption ont disparu; il s'est retrouvé en présence de la loi commune, soumis à ses charges, et il n'a pas songé à s'y soustraire. Son nom a été inscrit avec les autres sur la liste du recrutement.

Signaler ainsi les premières conséquences du principe sur lequel on fait reposer la nécessité légale du célibat des prêtres, c'est démontrer suffisamment combien ce principe est incompatible avec notre nouveau droit public.

Et ces conséquences, on ne peut s'y soustraire sans tomber dans une effroyable contradiction. Ne voit-on pas qu'il faut que tous les devoirs du prêtre soient perpétuels ou pas un? Ne voit-on pas que dès l'instant qu'on lui reconnaît le droit de changer de religion, il n'est plus possible de lui interdire celui de la modifier? Quoi! Dumonteil pourrait briser d'un seul coup tous les anneaux de la chaîne qui l'attache à l'église, et il serait impuissant contre chacun d'eux? Il pourrait cesser d'être catholique, il pourrait cesser d'être chrétien, il pourrait se plonger dans la désolante doctrine de la négation religieuse, et il ne pourrait pas se soustraire à un règlement plus ou moins justifié de l'église? Fut-il jamais rien de plus monstrueux?

Qu'on ose donc, au mépris de la Charte, déclarer que nul ne peut désertir son église, et conformer sa vie religieuse aux altérations de sa foi; ou qu'on se résigne à souffrir que le prêtre dont la croyance s'est modifiée quitte un autel où sa présence

(1) V. avis du conseil d'état du 20 novembre 1806.

ne serait plus qu'une profanation et se délivre d'un fardeau qui excède la mesure de ses forces.

Ministre des autels, Dumonteil est soumis à la loi de l'église, quelle qu'elle soit; mais cette loi, toute spirituelle, étrangère au pouvoir civil dont elle ne peut recevoir aucun appui, n'agit que par la voie de la persuasion; elle n'oblige que ceux qui l'acceptent, *volentibus præest*, et Dumonteil s'est dépouillé du titre qui l'en rendait sujet.

Citoyen, il est soumis à la loi civile; comme tous il faut qu'il en respecte les prescriptions; mais comme tous aussi, il a droit au libre exercice des facultés qu'elle consacre.

Or, la loi, loin d'ériger l'ordination en empêchement, déclare qu'elle ne considère le mariage que comme contrat civil; qu'elle ne reconnaît aucun vœu contraire à l'exercice des droits naturels; et que les empêchemens fondés par l'église n'existent que dans un ordre où il ne lui est pas permis de pénétrer.

Magistrats suprêmes, vous qui, dans la sphère élevée où le législateur vous a placés, vivez dans l'intimité de la loi dont vous êtes les plus sévères gardiens, vous ne maintiendrez pas une décision qui en méconnaît si ouvertement la volonté.

Vainement pour la justifier s'efforcera-t-on de vous représenter l'abdication de Dumonteil comme un parjure, comme une atteinte à la morale publique; vous n'y verrez que l'usage légitime d'un droit consacré par la loi.

Dans un temps d'indifférence comme le nôtre, où la religion n'est, pour le plus grand nombre, qu'une affaire d'habitude ou de convenance, c'est aussi presque un scandale, pour le plus grand nombre, que le renoncement public, partiel ou complet à une croyance. A quoi bon modifier ou changer son culte, quand le culte n'exprime rien? Mais supposez une époque sérieuse et morale, jetez de la foi au milieu de cette vie mécanique et légère; de cette pratique religieuse où le cœur n'est pour rien, de cette œuvre des lèvres et des genoux plutôt que de la pensée; et ce qui tout à l'heure était au moins une inconvenance va devenir un rigoureux devoir. C'est que le premier précepte de la loi morale c'est la vérité, l'accord des actes extérieurs avec la pensée, du culte avec la foi. L'homme qui reste

dans un temple où sa croyance n'est plus est un lâche ou un hypocrite. Et quand cet homme est un prêtre, de quel nom le flétrir s'il enseigne une doctrine que son cœur a déjà rejetée, s'il célèbre encore le saint sacrifice lorsque l'hostie est pour lui sans mystère, qu'elle n'est plus que ce que ses yeux voient, que ce que ses doigts touchent ?

Loin d'outrager la morale, Dumonteil lui a rendu hommage en renonçant à des fonctions dont sa conviction n'accompagnait plus la pratique, en rompant des liens que sa raison lui montrait contraires à la mission que Dieu a donné à l'homme sur la terre. C'est le propre de toutes les religions, il est vrai, de présenter leurs préceptes comme des vérités obligatoires partout ou pour tous ; mais ce n'est là, de leur part, qu'une prétention que l'évidence ne justifie pour aucune. Aucune ne s'impose à l'esprit de l'homme à l'égal de ces vérités universelles que la conscience a recueillies partout pour régler uniformément les rapports de la famille et de la société. Lorsque la raison, abusée ou désabusée, rejette un dogme pour en accepter un autre, la morale ne s'offense pas de ce changement ; elle ne s'en offense-rait qu'autant que le dogme préféré serait lui-même contraire à ce qu'elle enseigne. Qu'un calviniste retourne à l'église romaine, qu'un catholique aille à Luther, la morale n'en gémissa pas. S'il en était autrement, quelle église oserait accueillir, comme un triomphe remporté par la vérité sur l'erreur, le retour à elle d'un dissident ? Comment toutes oseraient-elles proposer un pareil changement pour exemple aux hommes qui vivent encore loin d'elles ? Il est permis sans doute de voir dans cette altération de la croyance un témoignage de la faiblesse de notre raison ; il est permis de s'en affliger comme d'une erreur, il ne l'est jamais de s'en indigner comme d'un crime.

Vainement encore s'efforcera-t-on d'exciter vos sympathies, d'alarmer vos croyances par le tableau des prétendus dangers dont la liberté, réclamée par Dumonteil, menace l'église catholique. Ministres fidèles de la loi, vous vous rapellerez qu'elle ne vous a pas commis à la garde du temple ; vous comprendrez, dans tous les cas, que l'autorité coactive de vos arrêts ne pourrait rien pour sa défense.

Si le célibat des prêtres importe au maintien de la constitution actuelle de l'église, qu'elle le recommande, comme les autres vérités qu'elle a mission de répandre et de faire prévaloir; qu'elle en sanctionne l'observation par la menace et l'application des châtimens dont elle dispose.

Mais si sa parole est sans puissance, si ses châtimens n'inspirent plus d'effroi, l'autorité civile lui prêterait vainement l'appui de son pouvoir. Il n'y a qu'un lien capable de retenir le prêtre à l'autel, c'est la foi. Le jour où ce lien sera rompu il n'en faudra pas chercher d'autres; il n'y aura plus qu'à fermer le temple. L'autorité des ministres du culte serait sans influence si elle était sans volonté. Pour que nous leur tenions compte de la régularité de leurs mœurs, de la sainteté de leur vie, il faut que nous sachions qu'ils peuvent faillir; il faut que nous les voyions placés entre le bien et le mal, maîtres du choix. La confiance et les respects dont nous entourons leurs vertus ne vont qu'à la condition de leur liberté. Faites servir l'autel par des esclaves, et la conscience s'éloigne, la foi s'éteint, le temps croule!



ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION. — *Chambre des Requêtes*,
du 21 février 1833.

Attendu qu'il résulte des art. 6 et 26 de la loi organique du concordat de 1801 que les prêtres catholiques sont soumis aux canons qui étaient reçus en France à l'époque de cette loi, et par conséquent à ceux qui prohibaient le mariage des ecclésiastiques promus aux ordres sacrés;

Attendu que ni le Code civil, ni la Charte, n'ont apporté aucune modification ni dérogation à la loi précitée;

Que dans ces circonstances la Cour royale, en maintenant l'opposition formée au mariage du sieur Dumonteil, n'a violé aucune loi;

La Cour rejette la requête, etc.

(Extrait de la Gazette des Tribunaux du 22 février 1833.)

On trouve chez le même Libraire :

DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE EN FRANCE,

PAR M. NACHET,

Avocat aux Conseils du Roi et à la Cour de Cassation.

**OUVRAGE COURONNÉ PAR LA SOCIÉTÉ DE LA MORALE
CHRETIENNE.**

Un Vol. in-8°. Prix : 7 fr. 50 c.

BV	Wacker
4390	Liberte du mariage
N2	des Pretres
	229243

2-	9894
----	------

2-	9894
----	------

UNIVERSITY OF CHICAGO



56 503 956